



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de la Coordination
des Politiques Publiques

Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement (ICPE)

Chambéry, le **06 AVR 2023**

**Arrêté préfectoral n°ICPE-2023-016
portant autorisation pour le renouvellement de l'exploitation
et l'extension d'une carrière de calcaire**

Société VICAT S.A.

Commune de Montagnole

*Le Préfet
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des Palmes académiques*

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L122-1, L214-1, R.122-4 et 5, R214-1 et R215 ;

Vu le décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments ;

Vu le code forestier et notamment ses articles L. 341-1 et suivants, R. 214-30 et suivants, R. 341-1 et suivants relatifs au défrichement ;

Vu la loi n°2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R 511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté interministériel du 4 décembre 1990 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des Mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté interministériel du 8 janvier 2021 fixant les listes des Amphibiens et des Reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 octobre 2009 modifié fixant la liste des Oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrière ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant de la rubrique 2515 relevant du régime de l'enregistrement y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 novembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 09 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu l'avis du 30 décembre 2020 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 décembre 2021 mettant en œuvre un traitement de données à caractère personnel relatif à la traçabilité des déchets dénommé « Registre national des déchets »

Vu l'avis du 30 décembre 2020 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le Schéma Régional des Carrières (SRC) de la Région Auvergne Rhône-Alpes approuvé par arrêté préfectoral n°21-520 en date du 08 décembre 2021 ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée approuvé par arrêté du Préfet coordonnateur de bassin le 3 décembre 2015 en cours de révision ;

Vu les autres documents de planification applicables (SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes approuvé le 10 avril 2020, SCoT Métropole Chambéry exécutoire le 03 août 2020, PLUi HD de Montagnole exécutoire depuis le 21 février 2020) ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 09 avril 1965, du 21 décembre 1966, du 10 août 1967 et du 08 janvier 1973 antérieurement délivrés pour la plateforme industrielle (fabrication de ciment) exploitée par la société des ciments Chiron sur le territoire de la commune de Montagnole ;

Vu l'arrêté du 09 Octobre 1980, portant changement d'exploitant en faveur de la Société des Ciments VICAT à la suite de la fusion intervenue le 1er Juillet 1980 de la Société des Ciments Chiron par voie d'absorption par la Société VICAT ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 mai 1992 complété par l'arrêté préfectoral du 24 juin 2022 portant prolongation de la durée d'exploitation de la carrière S.A. Vicat sur le territoire de la commune de Montagnole ;

Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande présentée le 28 juillet 2021 complétée le 22 novembre 2021 par la S.A. VICAT en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une carrière de roche massive calcaire d'une capacité moyenne de 500 000 t/an (800 000 t/an maximale) sur le territoire de la commune de Montagnole ;

Vu la déclaration du 29 octobre 2021 de cessation d'activité de l'usine de la société VICAT autorisée par l'arrêté préfectoral n° 317 du 10 août 1967 et par l'arrêté préfectoral n° 346 du 08 janvier 1973 et le dossier déposé à l'appui de sa déclaration ;

Vu les impacts majorants étudiés pour une capacité d'extraction maximale de 800 000 t/an dans le dossier de demande d'autorisation qui a été présenté en enquête publique ;

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 30 mai 2022 formulé sur le dossier de demande d'autorisation précité et le mémoire en réponse produit par la société S.A. VICAT le 27 juillet 2022 ;

Vu l'avis favorable du Conseil National de Protection de la Nature formulé le 14 février 2022 ;

Vu la décision en date du 13 juillet 2022 du président du tribunal administratif de Grenoble portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral n°ICPE-2022-064 en date du 9 septembre 2022 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée d'un mois du 3 octobre 2022 au 4 novembre 2022 inclus sur le territoire de la commune de Montagnole ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public ;
Vu le registre d'enquête publique, les conclusions motivées et avis du commissaire enquêteur ;
Vu le mémoire en réponse du pétitionnaire ;
Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;
Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes Chambéry, Apremont, Barberaz, Cognin, Jacob-Bellecombette, La Ravoire, Montagnole, Myans, Saint-Baldoph, Saint-Cassin et Vimines ;
Vu l'avis émis par le conseil communautaire de la communauté d'agglomération Grand Chambéry ;
Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles D181-17-1 et D181-18 du code de l'environnement ;
Vu le courrier en date du 30 janvier 2023 de l'exploitant précisant la compatibilité de son projet au Schéma Régional des Carrières approuvé par arrêté préfectoral n°21-520 en date du 08 décembre 2021 ;
Vu le rapport et les propositions en date du 8 février 2023 de l'inspection des installations classées ;
Vu l'avis favorable à l'unanimité de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS), formation carrière, du 28 février 2023 au cours duquel le demandeur a été entendu ;
Vu le projet d'arrêté préfectoral adressé à l'exploitant par courrier du 6 mars 2023 dans le cadre de la procédure contradictoire ;
VU le courrier de l'exploitant en date du 15 mars 2023 informant le préfet de l'absence d'observation sur le projet d'arrêté préfectoral ; ou VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT que ces installations constituent des activités soumises à autorisation et enregistrement respectivement sous les rubriques n° 2510.1, 2515.1.a et 2517.1 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDÉRANT que le projet relève d'une autorisation environnementale valant autorisation au titre des installations classées pour l'environnement, de la législation sur l'eau, de dérogation aux interdictions édictées pour la protection des espèces protégées et autorisation de défrichement au titre du code forestier ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L.512-1 et L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 112-2 du code forestier et le respect des fonctions définies à l'article L. 341-5 du même code, lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation de défrichement.

CONSIDÉRANT qu'il résulte de l'instruction que la conservation des bois ou des massifs qu'ils complètent, ou le maintien de la destination des sols, ne sont pas nécessaires pour aucun des motifs mentionnés à l'article L.341-5 du code forestier ;

CONSIDÉRANT que toute autorisation de défrichement doit être subordonnée à une ou plusieurs conditions et que ces conditions ont fait l'objet d'une concertation avec le pétitionnaire ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L.411-2 du code de l'environnement, une dérogation aux interdictions édictées pour la conservation des espèces protégées est accordée à condition qu'elle soit justifiée, notamment, par des raisons impératives d'intérêt public majeur, qu'elle ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle et qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante ;

CONSIDÉRANT que :

- le gisement géologique est d'une très bonne qualité, il répond aux besoins du marché en graves mais également en matériaux pour la confection des bétons du territoire ;
- le site permet l'accueil de déchets inertes recyclables et valorisables et contribue à combler le déficit prévisible au cours des prochaines années de sites d'accueil au sein de la Savoie et plus particulièrement de l'aire urbaine de Chambéry ;
- le recyclage de déchets du BTP ne permettra pas de produire des granulats susceptibles de se substituer aux granulats produits par la carrière de Montagnole ;
- le projet de renouvellement et d'extension de la carrière de Montagnole permettra de pérenniser durablement les gisements alluvionnaires de la Savoie, car une partie de sa production sera incorporée aux produits finis de ces carrières, destinés à la production de béton ;
- que cet apport ne sera pas suffisant pour combler totalement la demande du département en matériaux destinés à la production de béton ;
- le site est stratégique de par sa localisation et son offre au sein de l'aire urbaine de Chambéry/Aix Les Bains ;

CONSIDÉRANT que :

- le projet ne nuit pas au maintien dans un état de conservation favorable, des populations des espèces présentes sur le secteur à court et moyen terme, compte-tenu des mesures mises en place (mesures d'évitement, de réduction et de compensation, d'accompagnement et de suivis), permettant d'exclure tout impact notable sur l'accomplissement des cycles biologiques de ces espèces ;
- les travaux de remise en état permettent de reconstituer divers milieux favorables à la faune et à la flore locales et que la surface boisée du secteur est doublée au long terme ;
- par conséquent, le projet répond à des raisons impératives d'intérêt public majeur ;

CONSIDÉRANT que :

- le projet vise à renouveler et modifier un secteur dédié à l'extraction et limite ainsi la consommation foncière, le mitage du paysage et les impacts environnementaux par rapport à l'ouverture d'une nouvelle carrière dans un territoire soumis à de fortes contraintes ;
- le site bénéficie des aménagements déjà existants : accès sécurisé, installations de traitement et de valorisation des matériaux extraits ;
- la jonction de la carrière au site de la Revériaz par galerie et convoyeur à bande souterrain permettra de s'affranchir, en grande partie, de limiter l'impact du trafic routier et mieux répondre à la demande de l'agglomération chambérienne ;

CONSIDÉRANT que la dérogation aux interdictions édictées pour la conservation des espèces protégées ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations d'espèces protégées concernées dans leur aire de répartition naturelle, compte-tenu notamment des mesures d'évitement, réduction et de compensation (ERC), d'accompagnement et de suivis, mises en œuvre telles que détaillées ci-après ;

CONSIDÉRANT de ce fait que les conditions fixées à l'article L.411-2 du code de l'environnement sont respectées et que la dérogation aux interdictions édictées pour la conservation des espèces protégées peut être accordée ;

CONSIDÉRANT que le projet vise à renouveler et modifier un secteur dédié à l'extraction depuis les années 1900 limitant ainsi l'impact environnemental par rapport à l'ouverture d'une nouvelle carrière ;

CONSIDÉRANT qu'au vu de la demande actuelle en granulats, la fermeture de la carrière de Montagnole existante induirait nécessairement le transport de matériaux depuis d'autres carrières éloignées du bassin de consommation avec des incidences environnementales globalement similaires mais engendrant un important surplus de rejet en gaz à effet de serre ;

CONSIDÉRANT que le projet est compatible aux orientations du Schéma Régional des Carrières qui encouragent le renouvellement des carrières déjà existantes, l'exploitation préférentielle de carrières de roche massive plutôt que des carrières en eaux et qui s'attache à des bassins de consommation en privilégiant un approvisionnement local ;

CONSIDÉRANT que les propositions formulées par l'exploitant dans son mémoire en réponse fournie à l'issue de l'enquête publique sont de nature à réduire les nuisances ayant été exprimées au cours de cette enquête ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des dispositions du code de l'environnement et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de la carrière eu égard aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et L.211-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable du Commissaire Enquêteur du 30 décembre 2022 et la prise en compte des réserves émises par ce dernier relevant du Code de l'environnement dans les prescriptions du présent arrêté ;

CONSIDÉRANT la transmission du projet d'arrêté préfectoral faite à l'exploitant par courrier du 6 mars 2023, dans le cadre de la procédure contradictoire ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

ARRÊTE

Titre 1 – Portée de l'autorisation et conditions générales

CHAPITRE 1.1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1 – Exploitant titulaire de l'autorisation

La Société Anonyme VICAT (S.A. VICAT), représentée par monsieur Didier PETETIN, Directeur Général Délégué, dont le siège social est situé « Les Trois Vallons – 4 rue Aristide Bergès - 38080 L'ISLE-D'ABEAU » est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à poursuivre et étendre l'exploitation sur le territoire de la commune de Montagnole des installations détaillées dans les articles suivants et dont le périmètre est joint en annexe 1.

La présente autorisation environnementale tient lieu :

- d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L.512-1 du code de l'environnement,
- d'enregistrement des installations de traitement et de transit des matériaux au titre de l'article L.512-7 du code de l'environnement,
- de déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L.214-3 du code de l'environnement ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrage, travaux et activités objet de la déclaration ;
- de dérogation aux interdictions édictées pour la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats en application du 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement ;
- d'autorisation de défrichement au titre des articles L.341-1 et suivants du code forestier.

Article 1.1.2 – Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions techniques des arrêtés préfectoraux du 10 août 1967 et du 08 janvier 1973 relatives à l'ancienne plateforme industrielle (ancienne cimenterie) et les prescriptions techniques des arrêtés préfectoraux du 11 mai 1992 et du 24 juin 2022 relatives aux activités d'extractions des matériaux sont supprimées et remplacées par celles du présent arrêté.

Article 1.1.3 – Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 – NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique ICPE	Désignation des activités au regard de la nomenclature des ICPE	Substances et activités concernées Capacités projetées des installations	Régime
2510-1	Exploitation de carrière à ciel ouvert	Exploitation d'une carrière de roche massive calcaire sur une superficie totale de 89,5 ha dont 14,6 ha en extraction Production annuelle moyenne : 500 000 t/an Production annuelle maximale : 800 000 t/an Gisement exploitable : 15 millions de tonnes	A
2515-1.a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation	Installations de traitement des matériaux : puissance installée : 2 230 kW	E
2517.1	Station de transit, regroupement ou tri de	Aire de transit de produits minéraux : 52 000 m ²	E

Rubrique ICPE	Désignation des activités au regard de la nomenclature des ICPE	Substances et activités concernées Capacités projetées des installations	Régime
	produits minéraux et déchets inertes		
1434-1.b	Installation de remplissage ou de distribution (à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435) de liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435).	Q = 19 m³/h	DC
1435-2	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :	Volume annuel maximal = 108 m³	DC

A : autorisation / E : enregistrement / DC : déclaration contrôlée / D : déclaration / NC : non classé
Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Article 1.2.2 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature « eau »

Rubrique Eau	Désignation des activités au regard de la nomenclature eau	Activité sur le site	Régime
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau :	L. cours d'eau : 30 m	D
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant :	Superficie S = 0,124 ha	D

Article 1.2.3 – Objet et périmètre de la dérogation à la protection des espèces

Le bénéficiaire s'assure que l'ensemble des intervenants sur les chantiers concernés respectent l'ensemble des obligations qui lui sont imposées au titre de la présente dérogation.

Le bénéficiaire doit se conformer strictement au périmètre de la dérogation définie en annexe 2 du présent arrêté.

ESPÈCES ANIMALES Nom commun et nom scientifique	Transport, transport en vue de relâcher dans la nature, capture ou enlèvement de spécimens	Destruction de spécimens	Perturbation intentionnelle de spécimens	Destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos
OISEAUX				
Accenteur mouchet (<i>Prunella modularis</i>)			X	
Bergeronnette grise (<i>Motacilla alba</i>)			X	X
Bergeronnette des ruisseaux (<i>Motacilla cinerea</i>)			X	
Bouvreuil pivoine (<i>Pyrrhula pyrrhula</i>)			X	
Bruant zizi (<i>Emberiza cirrus</i>)			X	X
Buse variable (<i>Buteo buteo</i>)			X	X
Cassenoix moucheté (<i>Nucifraga caryocatactes</i>)			X	
Chardonneret élégant (<i>Carduelis carduelis</i>)			X	X
Chevêche d'Athéna (<i>Athene noctua</i>)			X	
Chouette hulotte (<i>Strix aluco</i>)			X	
Circaète Jean-le-blanc (<i>Circaetus gallicus</i>)			X	
Grand corbeau (<i>Corvus corax</i>)			X	
Coucou gris (<i>Cuculus canorus</i>)			X	X
Faucon crécerelle (<i>Falco tinnunculus</i>)			X	X
Fauvette des jardins (<i>Sylvia borin</i>)			X	
Fauvette à tête noire (<i>Sylvia atricapilla</i>)			X	X
Gobemouche noir (<i>Ficedula hypoleuca</i>)			X	
Grand-duc d'Europe (<i>Bubo bubo</i>)			X	
Grimpereau des jardins (<i>Certhia brachydactyla</i>)			X	X
Grosbec casse-noyaux (<i>Coccothraustes coccothraustes</i>)			X	X
Hirondelle de rochers (<i>Ptyonoprogne rupestris</i>)			X	X
Hirondelle rustique (<i>Hirundo rustica</i>)			X	X
Hypolaïs polyglotte (<i>Hippolais polyglotta</i>)			X	X
Martinet noir (<i>Apus apus</i>)			X	X
Mésange bleue (<i>Parus caeruleus</i>)			X	X
Mésange charbonnière (<i>Parus major</i>)			X	X
Mésange huppée (<i>Parus cristatus</i>)			X	X
Mésange à longue queue (<i>Aegithalos caudatus</i>)			X	X
Mésange noire (<i>Parus ater</i>)			X	X
Mésange nonnette (<i>Parus palustris</i>)			X	X
Pic épeiche (<i>Dendrocopos major</i>)			X	X
Pic noir (<i>Dryocopus martius</i>)			X	
Pic vert (<i>Picus viridis</i>)			X	X
Pie-Grièche écorcheur (<i>Lanius collurio</i>)			X	X
Pinson des arbres (<i>Fringilla coelebs</i>)			X	X
Pipit des arbres (<i>Anthus trivialis</i>)			X	
Pouillot de Bonelli (<i>Phylloscopus bonelli</i>)			X	X
Pouillot véloce (<i>Phylloscopus collybita</i>)			X	X
Roitelet à triple bandeau (<i>Regulus ignicapilla</i>)			X	X

ESPÈCES ANIMALES Nom commun et nom scientifique	Transport, transport en vue de relâcher dans la nature, capture ou enlèvement de spécimens	Destruction de spécimens	Perturbation intentionnelle de spécimens	Destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos
Rougegorge familier (<i>Erithacus rubecula</i>)			X	X
Rougequeue à front blanc (<i>Phoenicurus phoenicurus</i>)			X	X
Rougequeue noir (<i>Phoenicurus ochruros</i>)			X	X
Serin cini (<i>Serinus serinus</i>)			X	X
Sittelle torchepot (<i>Sitta europaea</i>)			X	X
Tichodrome échelette (<i>Tichodroma muraria</i>)			X	
Torcol fourmilier (<i>Jynx torquilla</i>)			X	X
Troglodyte mignon (<i>Troglodytes troglodytes</i>)			X	X
MAMMIFÈRES				
Ecureuil roux (<i>Sciurus vulgaris</i>)			X	X
Hérisson d'Europe (<i>Erinaceus europaeus</i>)	X	X	X	X
Muscardin (<i>Muscardinus avellanarius</i>)			X	X
Barbastelle d'Europe (<i>Barbastella barbastellus</i>)	X		X	X
Minioptère de Schreibers (<i>Miniopterus schreibersii</i>)	X		X	X
Molosse de Cestoni (<i>Tadarida teniotis</i>)	X		X	X
Grand Murin (<i>Myotis myotis</i>)	X		X	X
Petit Murin (<i>Myotis blythii</i>)	X		X	X
Murin d'Alcathoe (<i>Myotis alcathoe</i>)	X		X	X
Murin de Bechstein (<i>Myotis bechsteinii</i>)	X		X	X
Murin de Brandt (<i>Myotis brandtii</i>)	X		X	X
Murin de Daubenton (<i>Myotis daubentonii</i>)	X		X	X
Murin à moustaches (<i>Myotis mystacinus</i>)	X		X	X
Murin de Natterer (<i>Myotis nattereri</i>)	X		X	X
Murin à oreilles échancrées (<i>Myotis emarginatus</i>)	X		X	X
Noctule commune (<i>Nyctalus noctula</i>)	X		X	X
Noctule de Leisler (<i>Nyctalus leisleri</i>)	X		X	X
Oreillard gris (<i>Plecotus austriacus</i>)	X		X	X
Oreillard montagnard (<i>Plecotus macrobullaris</i>)	X		X	X
Oreillard roux (<i>Plecotus auritus</i>)	X		X	X
Pipistrelle commune (<i>Pipistrellus pipistrellus</i>)	X		X	X
Pipistrelle de Kuhl (<i>Pipistrellus kuhlii</i>)	X		X	X
Pipistrelle de Nathusius (<i>Pipistrellus nathusii</i>)	X		X	X
Pipistrelle pygmée (<i>Pipistrellus pygmaeus</i>)	X		X	X
Grand Rhinolophe (<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>)	X		X	X
Petit Rhinolophe (<i>Rhinolophus hipposideros</i>)	X		X	X
Sérotine commune (<i>Eptesicus serotinus</i>)	X		X	X
Sérotine de Nilsson (<i>Eptesicus nilssonii</i>)	X		X	X
Vespère de Savi (<i>Hypsugo savii</i>)	X		X	X
AMPHIBIENS				
Alyte accoucheur (<i>Alytes obstetricans</i>)	X	X	X	X
Crapaud commun (<i>Bufo bufo</i>)	X	X	X	X

ESPÈCES ANIMALES Nom commun et nom scientifique	Transport, transport en vue de relâcher dans la nature, capture ou enlèvement de spécimens	Destruction de spécimens	Perturbation intentionnelle de spécimens	Destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos
Grenouille agile (<i>Rana dalmatina</i>)	X	X	X	X
Grenouille rousse (<i>Rana temporaria</i>)	X	X	X	X
Salamandre tachetée (<i>Salamandra salamandra</i>)	X	X	X	X
Sonneur à ventre jaune (<i>Bombina variegata</i>)	X	X	X	X
Triton alpestre (<i>Ichthyosaura alpestris</i>)	X	X	X	X
REPTILES				
Couleuvre helvétique (<i>Natrix helvetica</i>)	X	X	X	X
Couleuvre d'Esculape (<i>Zamenis longissimus</i>)	X	X	X	X
Couleuvre verte et jaune (<i>Coluber viridiflavus</i>)	X	X	X	X
Lézard à deux raies (<i>Lacerta bilineata</i>)	X	X	X	X
Lézard des murailles (<i>Podarcis muralis</i>)	X	X	X	X
Orvet fragile (<i>Anguis fragilis</i>)	X	X	X	X
Vipère aspic (<i>Vipera aspis</i>)	X	X	X	X
INSECTES				
Agrion de Mercure (<i>Coenagrion mercuriale</i>)	X	X		
Azuré du serpolet (<i>Phengaris arion</i>)	X	X		X
Bacchante (<i>Lopinga achine</i>)	X	X		X

Article 1.2.4 – Situation de l'établissement

Les terrains concernés par la demande d'autorisation de renouvellement et d'extension de carrière s'étendent sur une emprise totale de 89 ha 49 a 09 ca, dont :

- 74 ha 38 a 67 ca sont concernés par le renouvellement de l'autorisation,
- 15 ha 10 a 42 ca sont concernés par l'extension de l'autorisation.

Les parcelles concernées par la présente demande d'autorisation sont situées sur les parcelles de la commune de Montagnole reportées dans le tableau en annexe 1.

Un plan cadastral précisant les parcelles concernées est annexé (annexe 2) au présent arrêté préfectoral.

Article 1.2.5 – Consistance des installations autorisées et autres limites de l'autorisation

Le présent arrêté tient lieu d'autorisation environnementale pour les installations mentionnées à l'article 1.2.1 ci-dessus au titre des articles L.181-1 et L.181-2 du code de l'environnement, d'autorisation de défrichement au titre des articles L.341-1 et suivants du code forestier, d'autorisation au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement et de dérogation au titre du 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement (avec mesures d'évitement, de réduction, de compensation, d'accompagnement et de suivis).

La présente autorisation vaut pour une exploitation de roche massive calcaire devant conduire en fin d'exploitation à une remise en état à vocation écologique, naturelle, industrielle et paysagère suivant les plans de phasage joints en annexe 9 du présent arrêté.

L'extraction des matériaux est réalisée par abattage à l'explosif ou à la pelle hydraulique. Le principe d'exploitation de la carrière repose sur le surcreusement du massif en fosse. Les fronts de la carrière de Pierre Grosse seront d'une hauteur maximale comprise entre 15 et 25 m. Chaque front sera séparé du suivant par une risberme d'au moins 10 m. L'enveloppe globale de la paroi en phase d'exploitation aura une pente comprise entre 39 et 50° en fonction de la zone considérée.

Le calcaire sera abattu par fronts successifs entre les cotes + 612 m NGF et + 485 m NGF. Les cotes de fond de fouilles sont celles mentionnées sur les plans de phasage présents dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

La quantité maximale des matériaux à extraire à compter de la notification de l'arrêté préfectoral est de 15 000 000 tonnes soit de l'ordre de 6 millions de m³.

La production moyenne annuelle autorisée est de 500 000 tonnes/an. La production maximale autorisée est de 800 000 tonnes/an.

Une installation fixe de traitement des matériaux est installée sur le site au niveau de la plateforme industrielle réaménagée. Le traitement consiste à élaborer des produits finis de différentes granulométries par concassage et criblage. Sa puissance est estimée à 1 700 kW, détaillée de la manière suivante :

Désignation des éléments	P (kW)
POSTE PRIMAIRE	760
POSTE SECONDAIRE	589,5
DÉPOUSSIÉRAGE	245,5
TRÉMIE CHARGEMENT PRODUITS FINIS	22
SERVITUDES	35
TOTAL	1652 (arrondi à 1700 kW)

La carrière accueille également un groupe mobile de concassage-criblage. Ce groupe est installé sur le carreau de Pierre Grosse pour réaliser un premier traitement des matériaux bruts issus de l'extraction par tirs de mine. Le groupe mobile est composé d'une installation mobile à percussion, d'une puissance d'environ 400 kW, et d'une installation mobile de criblage, d'une puissance comprise entre 75 et 130 kW soit une puissance cumulée maximum de 530 kW.

La puissance des installations de traitement de matériaux issus de la carrière, visée par la rubrique 2515, est donc de 2 230 kW.

Les apports de déchets inertes sont autorisés pour le recyclage et dans le cadre de la remise en état du site. Dans ce cadre la quantité moyenne annuelle pouvant être admise sur le site est limitée à 150 000 tonnes. La quantité maximale de déchets inertes stockée sur le site est de 5 350 000 tonnes.

Les déchets inertes remontent sur le site de la carrière de Montagnole uniquement via l'ancien tunnel d'exploitation qui relie la carrière au site de la Revériaz, situé sur la commune de Chambéry, excepté dans les cas et les limites définis à l'article 1.2.6.

Ces matériaux seront mis en place dans 6 zones distinctes prévues en remblaiement :

- La Coche Nord,
- La Coche Sud,
- La Coche Ouest,
- Le Pontet,
- Carnavaggio,
- Pierre Grosse.

L'autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et n'a d'effets que dans les limites du droit à propriété du bénéficiaire et du bail de location dont il est titulaire.

Le périmètre relevant de l'autorisation est strictement limité aux parcelles cadastrales présentées en annexe 1. La jonction de la carrière de Montagnole au site de la Revériaz par galerie et convoyeur à bandes souterrain est exclue du périmètre autorisé par le présent arrêté. Pour autant, la trémie alimentant le convoyeur souterrain est bien comprise dans le périmètre autorisé.

Article 1.2.6 – Modulation des volumes autorisés

L'exploitation de la carrière de Montagnole selon les volumes de production annuelle moyenne et de production annuelle maximale définis aux articles 1.2.1 et 1.2.5 est conditionnée à la mise en service du convoyeur à bandes souterrain et du tunnel reliant la carrière de Montagnole à la plateforme de La Revériaz.

À défaut, les dispositions ci-dessous se substituent alors à celles qui leur sont contraires aux articles 1.2.1 et 1.2.5. : La production maximale autorisée est de 150 000 tonnes/an.

Ces dispositions s'appliquent également pour les cas spécifiques suivants :

- en phase de démarrage de l'activité, le temps que les infrastructures de convoyage soient construites,
- pour l'acheminement des matériaux non transférables par le convoyeur souterrain (gros blocs, matériaux trop fins ou trop humides, etc.) en phase d'exploitation,
- pour l'alimentation en granulats ou l'accueil des matériaux issus de chantiers locaux (chantiers communaux ou sur les communes environnantes de la carrière),
- lors des arrêts techniques pour maintenance sur le convoyeur (environ 1 mois par an),
- en cas de panne du convoyeur. Dans ce cas, l'exploitant est tenu d'inscrire sur un registre les périodes d'indisponibilités liées au non fonctionnement du convoyeur.

L'exploitant est également tenu de justifier du respect des seuils de production autorisés transitant par transport routier en tenant à la disposition du service d'inspection des installations classées un bilan des tonnages acheminés par la route et par le convoyeur.

CHAPITRE 1.3 – DURÉE DE L'AUTORISATION

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans à compter du jour de la notification du présent arrêté à la société S.A. VICAT.

Pour la carrière et les installations de premier traitement de matériaux présentes dans l'emprise de la carrière, l'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée.

Concernant la dérogation aux interdictions édictées pour la protection des espèces, les mesures compensatoires sont mises en place suivant le calendrier prescrit au titre 8 et leur mise en œuvre se poursuit le cas échéant au-delà de la durée d'exploitation de la carrière fixée par le présent article et selon les prescriptions prévues au titre 8.

CHAPITRE 1.4 – CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.5 – MODIFICATIONS

Article 1.5.1 – Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.5.2 – Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement.

Article 1.5.3 – Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles empêcheront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.5.4 – Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au Préfet dans les trois mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Pour les carrières, le changement d'exploitant étant soumis à autorisation préalable, le nouvel exploitant adresse au Préfet une demande d'autorisation accompagnée des documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

CHAPITRE 1.6 – INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.7 – CONTRÔLES ET ANALYSES

Conformément aux articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de vibrations ou de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant.

CHAPITRE 1.8 – RÉCAPITULATIFS DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

Article 1.8.1 – Dossier

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées durant 10 années au minimum.

Article 1.8.2 – Plans

Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés les éléments suivants :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ;
- les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille...) ;
- les dates des levés topographiques ;
- les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;
- la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;
- l'emplacement exact du bornage ;
- la position des dispositifs de clôture et autres dispositifs d'interdiction de l'accès aux zones dangereuses
- les zones de stockage des déchets d'extraction (déchets inertes et terres non polluées générés par l'activité extractive (résidus, stériles, morts-terrains et couche arable)) ;
- les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs.

Ce plan est réalisé par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

Un plan de coupe (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation

Ces plans (et annexes) sont mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Unité Interdépartementale des deux Savoie).

Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 1.8.3 – Enregistrements, rapports de contrôle et registres

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté sont conservés, selon les cas, pour une durée d'un an, deux ans, et cinq ans à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

CHAPITRE 1.9 – RÉGLEMENTATION

L'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux installations de carrières est applicable aux installations objet du présent arrêté.

Les installations relevant de la rubrique 2515 sont régies par l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515, exception faite des dispositions contraires du présent arrêté.

Les installations relevant de la rubrique 2517 sont régies par l'arrêté ministériel du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517, exception faite des dispositions contraires du présent arrêté.

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code de l'urbanisme, la législation relative à l'archéologie préventive, le code de l'environnement pour les équipements sous pression, le code du travail, le Règlement Général des Industries Extractives, le code minier, le code civil et le code général des collectivités territoriales.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

L'exploitant doit respecter les lois et règlements relatifs à la protection du patrimoine archéologique.

Pendant l'exploitation, le titulaire a l'obligation d'informer la mairie de la commune de Montagnole, la Direction Régionale des Affaires Culturelles, avec copie à l'Inspection des installations classées, de la découverte de vestiges ou gîtes fossilifères et de prendre toutes dispositions pour empêcher la destruction, la dégradation ou la détérioration de ces derniers.

CHAPITRE 1.10 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

Article 1.10.1 – Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit, les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Article 1.10.2 – Jours et horaires de fonctionnement

Période d'exploitation de la carrière :

Le site n'est ouvert qu'en période de jour, dans la plage horaire maximale suivante : 7h00 – 19h00, les jours ouvrés.

Le fonctionnement de l'activité le samedi est exceptionnel et conditionné à un accord donné par la DREAL. Lorsque l'établissement fonctionne le samedi, l'activité se limitera aux opérations d'entretien, de traitement de matériaux et d'évacuation de matériaux.

Horaires de circulation des camions :

Les entrées/sorties des camions sont limités à la plage horaire 7h-17h intégrant une pause méridienne comprise entre 12 h et 13h30.

Article 1.10.3 – Accès, voirie publique, circulation interne

L'utilisation des voies se fait en accord avec leur gestionnaire.

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Le débouché de l'accès de la carrière sur la voie publique est pré-signalisé de part et d'autre par les panneaux et panonceaux de dangers réglementaires.

Les bennes de tous les camions transportant des produits d'une granulométrie inférieure à 5 mm sont bâchées avant de sortir du site.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

La contribution de l'exploitant de la carrière à la remise en état des voiries nationale, départementale et communale reste fixée par les règlements relatifs à la voirie des collectivités.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur du site. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et par une information appropriée (a minima : affichage du plan de circulation à l'entrée du site).

Article 1.10.4 – Moyen de pesée

Le site est équipé d'un dispositif de pesée permettant de mesurer le tonnage de matériaux en particulier pour les camions entrant/sortant empruntant la voie routière. Le système de pesage est conforme à un modèle approuvé et contrôlé périodiquement en application de la réglementation relative à la métrologie légale.

Article 1.10.5 – Sécurité du public

Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

Une clôture (ou tout autre dispositif équivalent) solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation est installée sur la totalité du périmètre du site. Des panneaux « carrière interdite au public » sont apposés sur cette clôture et sur les voies d'accès.

À l'intérieur du périmètre d'exploitation, l'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace (ou tout autre dispositif équivalent). Le danger, présenté notamment par la proximité de front est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur la ou les pistes d'accès aux abords des travaux, et d'autre part, à proximité des zones clôturées.

En dehors de la présence de personnel, les installations sont neutralisées et leur accessibilité interdite.

En cas de gardiennage des installations, l'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le personnel de gardiennage, formé aux risques générés par la carrière et ses installations associées.

Article 1.10.6 – Communication avec les riverains, élus et associations

Dans les 6 mois qui suivent le renouvellement de l'autorisation d'exploiter, une commission locale de concertation et de suivi (CLCS), présidée par le maire de la commune de Montagnole et composée de représentants de la commune de Montagnole, des représentants des communes riveraines qui en font la demande, des associations locales de protection de l'environnement, de représentants du Parc Naturel Régional de Chartreuse, de représentants des riverains et de l'exploitant est créée.

Elle se réunit au minimum une fois par an et peut être convoquée en tant que de besoin et sur demande d'un des membres de la commission.

Elle se réunira la première année suivant l'obtention de l'arrêté d'autorisation, afin de définir le règlement intérieur de la commission.

L'invitation à la réunion de la commission est transmise par le maire à tous les membres, au moins quinze jours avant la date de la réunion.

L'ordre du jour comprendra au minimum les points suivants :

- bilan annuel des registres de suivi de la production et du transport des matériaux ;
- bilan annuel du remblaiement et des déchets admis (volumes, contrôles, etc.) ;
- bilan annuel des mesures environnementales réalisées par l'exploitant ;
- recensement des plaintes ou signalements.

Le président peut, sur demande, convier toute personne compétente, aux réunions de la commission. Les services de l'État concernés, les autorités compétentes et l'inspection des installations classées peuvent être invités si nécessaire.

Un rapport d'étape sur les conditions d'exploitation et de remise en état est fourni par l'exploitant tous les cinq ans.

CHAPITRE 1.11 – DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS ET DES TRANSFERTS DE POLLUANTS ET DES DÉCHETS

L'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets rend obligatoire la télédéclaration de l'activité annuelle de la carrière au titre de l'environnement et de la santé et sécurité au travail.

Cette télédéclaration des données de l'année est effectuée avant le 1er avril de l'année n + 1 sur le site

<https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr>

(GEREP)

Titre 2 – Prévention de la pollution atmosphérique

CHAPITRE 2.1 – CONCEPTION DES INSTALLATIONS ET CONDITIONS DE REJET

Article 2.1.1 – Dispositions générales

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour éviter l'émission de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique, et ce même en période d'inactivité.

Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières.

Le brûlage à l'air libre est interdit (excepté dans le cadre de la mise en œuvre de la convention avec le SDIS de la Savoie).

Article 2.1.2 – Réduction des émissions de poussières

L'exploitant prend toute disposition utile pour prévenir et limiter l'émission et la propagation de poussières. Il met en œuvre les moyens nécessaires à l'abattage des poussières gênantes pour le voisinage.

À cet effet :

- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- la vitesse des poids-lourds et engins de carrière circulant sur le site est limité à 30 km/h. En tout état de cause, la vitesse sur les pistes non revêtues est adaptée ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques. À cet effet, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues en cas de besoin ;
- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent. Cette obligation est notifiée aux clients et contrôlée par l'exploitant de la carrière. ;
- les chantiers et les stocks de matériaux doivent être arrosés en tant que de besoin, et notamment lorsque les conditions météorologiques l'imposent, afin qu'ils ne soient pas à l'origine d'émission de poussières.
- les pistes de roulage sont arrosées, en tant que de besoin par temps sec et venteux, au moyen d'une citerne à eau mobile (ou tout autre dispositif d'abattage des poussières).

Article 2.1.2 – Prévention des émissions de poussières à l'installation de traitement

Les installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange sont implantées à une distance minimale de 20 mètres des limites du site.

La conception et la fréquence d'entretien des installations doivent permettre d'éviter les accumulations des poussières sur les structures et les alentours. Une consigne définit les modalités de ces opérations.

L'aspersion au niveau des convoyeurs, des points de chute... devra, le cas échéant, être mise en place.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux, implantés en tant que de besoin, sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ces stockages doivent être réalisés sous abri ou en silos.

Les fillers (éléments fins inférieurs à 80 µm) et les produits pulvérulents non stabilisés doivent être ensachés ou stockés en silos. Ces silos doivent être munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces silos doit être dépoussiéré s'il est rejeté à l'atmosphère.

Article 2.1.3 – Mesure des retombées de poussières

L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leurs importances respectives, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Il est réalisé et mis en œuvre conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux carrières.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu ci-dessous, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

La vitesse et la direction du vent, la température et la pluviométrie sont mesurées et enregistrées par une station météorologique représentative ou dédiée. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Chaque année l'exploitant établit un bilan annuel des mesures réalisées. Ce bilan reprend les valeurs mesurées et les commente sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

Le respect de la norme de la norme NF X 43-014 (2017) – méthode des jauges de retombées – est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.

La localisation des points de mesures est annexée en annexe 4 du présent arrêté.

Titre 3 – Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

CHAPITRE 3.1 – PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Le ravitaillement et le petit entretien des engins de chantiers sont réalisés sur un bac de rétention mobile permettant la récupération totale des égouttures et des déversements accidentels.

L'entretien courant et le lavage des engins de chantier sont réalisés au droit de l'aire étanche du site.

Tout stockage fixe ou mobile d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

Les produits récupérés en cas d'accident peuvent être soit réutilisés, soit éliminés comme déchets dans les filières appropriées.

Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux météoriques s'y versant.

Les dispositifs de rétention et les aires étanches doivent faire l'objet de vérifications régulières en particulier pour ce qui concerne leur étanchéité.

Des produits absorbants et neutralisants ainsi que le matériel nécessaire sont stockés dans les engins de chantier pour le traitement d'épanchement et de fuites susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux et des sols, dans l'attente de récupération des matériaux souillés par une entreprise spécialisée.

L'exploitant rédige une consigne sur la conduite à tenir du personnel en cas de pollution accidentelle du sol avec des hydrocarbures. Le personnel de la carrière est informé de cette consigne lors de son embauche. Des exercices de mise en œuvre de cette consigne sont périodiquement organisés par l'exploitant.

CHAPITRE 3.2 – PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU

Article 3.2.1 – Origine des approvisionnements en eau

I. Les locaux (actuels et futurs) présents sur le site (bureaux, sanitaires...) sont raccordés au réseau d'adduction d'eau potable communal.

II. L'alimentation en eau de la citerne à eau mobile, liés aux besoins en arrosage pour permettre d'éviter l'envol des poussières (pistes, etc.), est réalisée de manière gravitaire depuis le point de prélèvement de Pierre Grosse alimentant un réservoir de 400 m³.

Ce dispositif est équipé d'un système de mesure du volume prélevé. Ces volumes ne dépassent pas 40 000 m³ annuel.

III. L'exploitant indique, dans une consigne, les dispositions prises pour l'exploitation, le suivi, l'entretien, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement. En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines. La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

IV. Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces relevés sont enregistrés et conservés dans un registre dédié tenu à la disposition de l'inspection.

CHAPITRE 3.3 – ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS SUR LA SURVEILLANCE EN CAS DE SÉCHERESSE

En cas de sécheresse, dès le niveau de vigilance, l'exploitant met en place les dispositions suivantes :

- Information et sensibilisation du personnel sur les économies d'eau, la surveillance accrue des rejets d'effluents aqueux et la prévention des pollutions accidentelles.
- Affichage de consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle (locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, et locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau).
- Information de l'inspection des installations classées concernant les périodes d'arrêt prévues.
- Vérification du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements destinés à retenir ou à traiter les effluents aqueux pollués ou susceptibles d'être rejetés.
- Vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure (débit et qualité des rejets d'effluents aqueux).

En complément des mesures précédentes, à partir du niveau d'alerte, l'exploitant met en place les dispositions suivantes :

- Information du personnel sur l'évolution de la situation de sécheresse et affichage de consignes rappelant les mesures à mettre en œuvre ;
- relevé de compteur de consommation en eau de manière hebdomadaire ;
- Interdiction des usages de l'eau qui ne sont pas indispensables au fonctionnement de l'installation ;
- Réduction au strict minimum des usages de l'eau nécessaires pour assurer le fonctionnement des installations sans réduction de l'activité ;
- Report des opérations exceptionnelles génératrices d'eaux polluées non strictement nécessaires à la production ou au maintien de la réduction des impacts poussière.

En complément des mesures précédentes, à partir du niveau d'alerte renforcée, l'exploitant met en place les dispositions suivantes :

- Information du personnel sur l'évolution de la situation de sécheresse et affichage de consignes rappelant les mesures à mettre en œuvre.
- Limitation des flux polluants dans les rejets canalisés pouvant nécessiter une réduction d'activité.

En complément des mesures précédentes, à partir du niveau de crise, l'exploitant met en place les dispositions suivantes :

- Information du personnel sur l'évolution de la situation de sécheresse et affichage de consignes rappelant les mesures à mettre en œuvre.
- Interdiction des usages non prioritaires de l'eau.

L'ensemble des actions entreprises par l'exploitant dans le cadre d'un épisode de sécheresse fait l'objet d'une traçabilité au fil de l'eau et est formalisé au travers d'un document tenu à la disposition de l'inspection.

Les mesures précédentes ne font pas office d'exemption à l'arrêté cadre sécheresse départemental.

CHAPITRE 3.4 – TRAITEMENT DES EAUX

Article 3.4.1 – Traitement des eaux superficielles

Les eaux superficielles sur le site sont les eaux météoritiques et les eaux utilisées dans le cadre de la lutte contre les poussières.

Le traitement des matériaux ne nécessite pas d'eau. Lorsque l'installation est nettoyée à l'aide d'eau, l'eau utilisée est évacuée vers le bassin de décantation.

Les eaux circulant sur le site sont gérées de façon à éviter le rejet direct vers le milieu naturel. Les eaux transitent via un réseau de collecte (fossés) et de bassins. Ce traitement permet de clarifier les eaux par décantation et de retenir les éventuels hydrocarbures.

Sur le secteur du Pontet, afin de pallier un éventuel impact sur l'alimentation des zones de stagnation des eaux situées en aval du secteur d'étude, les eaux de ruissellement seront collectées et dirigées vers des points bas topographiques afin de favoriser l'alimentation de ces zones. La mise en place d'un bassin de décantation permettra de limiter les apports de fines.

Sur le secteur de Carnavagio, les eaux de ruissellement seront collectées et dirigées vers le Vard après clarification.

Sur le secteur de la Coche, les mesures d'accompagnement sont prises pour diriger les eaux de collecte des eaux de ruissellement vers les zones de stagnation afin d'augmenter leur alimentation.

Il n'y a pas d'eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel, les eaux circulant sur le site étant gérées de manière à éviter le rejet direct et transitant via un réseau de collecte (fossés) et de bassins.

Les eaux usées issues des locaux (sanitaires, lavabos, etc.) sont dirigées vers un dispositif d'assainissement autonome (fosse septique dépourvue d'exutoire ou tout autre système d'assainissement autonome agréé par le SPANC), où les eaux usées sont régulièrement vidangées.

Article 3.4.2 – Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des écoulements des eaux sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Article 3.4.3 – Rejets d'eau dans le milieu naturel

Les eaux canalisées rejetées respectent après traitement les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30 °C ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) ;

- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures.

En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Afin de s'assurer de l'absence d'impacts sur la qualité des eaux du Vard, des analyses annuelles des eaux du Vard, en amont et aval de la zone d'exploitation, sont réalisées. Ces mesures devront être réalisées pendant l'exploitation du site et hors période de crue du Vard.

Toute anomalie est signalée dans les meilleurs délais. Dans l'hypothèse où les résultats d'analyses mettent en évidence une évolution défavorable au niveau de la qualité des eaux du Vard, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la dérive ou de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

L'ensemble des résultats ainsi que leur interprétation sont consignés dans un document (registre/tableaux...), éventuellement sous forme électronique, comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (débit du cours d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...) et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les paramètres analysés sont les suivants :

- la température (en °C),
- le pH,
- la conductivité,
- la demande chimique en oxygène (DCO),
- les Matières En Suspension (MES),
- la turbidité
- les Hydrocarbures totaux (HCT).

Ces analyses sont effectuées selon les normes en vigueur.

La localisation des 2 points de mesure (amont et aval) est présentée en annexe 5.

Titre 4 – Déchets produits sur le site

CHAPITRE 4.1 – DÉCHETS

Article 4.1.1 – Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :

a) la préparation en vue de la réutilisation ;

b) le recyclage ;

- c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justificatifs nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.1.2 – Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du Code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R.543-3 à R.543-15 et R.543-40 du code susvisé.

Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R.43-66 à R.543-72 du même code.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R.543-137 à R.543-151 du Code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Article 4.1.3 – Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Article 4.1.4 – Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 et L.541-1 du Code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Article 4.1.5 – Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement

À l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Article 4.1.6 – Registre

L'exploitant est en mesure de justifier la nature, l'origine, le tonnage et le mode d'élimination de tout déchet.

À cet effet, l'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du Code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du Code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Article 4.1.7 – Transport

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R.541-49 à R.541-64 et R.541-79 du Code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

Article 4.1.8 – Plan de gestion des déchets d'extraction

Conformément à l'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières, l'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.

Titre 5 – Prévention des nuisances sonores, des vibrations et des émissions lumineuses

CHAPITRE 5.1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 5.1.1 – Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 5.1.2 – Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté ministériel du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

De préférence, les avertisseurs de recul sont du type « cri du lynx ».

Article 5.1.3 – Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 5.1.4 – Mesures additionnelles

Les activités susceptibles d'être à l'origine d'émissions sonores (engins, foration, tirs de mines...) sur la carrière ne peuvent pas commencer avant 7 h du matin.

CHAPITRE 5.2 – NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 5.2.1 – Surveillance des émissions sonores

L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée et en limite de périmètre autorisé.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 et les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dès la publication de cet arrêté et ensuite périodiquement tous les trois ans.

La mesure initiale est effectuée dans les conditions les plus défavorables (fonctionnement de la carrière et des installations de traitement des matériaux).

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

En cas de dépassement des valeurs limites, l'exploitant en informe sans délai l'inspection des installations classées, et lui communique, sous un délai d'un mois, la liste des dispositifs appropriés visant à garantir des niveaux d'émissions conformes.

Les points de mesures fixes et leur localisation sont définis en annexe 8.1. Dans les 6 mois qui suivent la notification du renouvellement de l'autorisation, la CLCS pourra proposer 2 autres points de mesures supplémentaires.

Article 5.2.2 – Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 5.2.3 – Niveaux limites de bruit en limites d'autorisation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Article 5.2.4 – Niveau de crête lors des tirs de mines

Le niveau de pression acoustique de crête est le niveau de la valeur maximale de la pression acoustique instantanée mesurée avec la pondération fréquentielle C.

Afin de limiter la gêne due aux tirs de mines, le niveau de pression acoustique de crête sera vérifié lors de chaque tir, avec comme objectif d'atteindre, lors des prochains tirs, si ce n'est pas le cas, dans les ZER, des valeurs de niveaux de pression inférieurs à 125 dB(L).

CHAPITRE 5.3 – VIBRATIONS

Article 5.3.1 – Vibrations (hors tirs de mines)

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

Article 5.3.2 – Vibrations (liées aux tirs de mines)

Les dispositifs d'abattage à l'explosif et notamment les charges unitaires mises en œuvre doivent être adaptés à la progression des fronts de taille vers les constructions voisines. À ce titre, l'exploitant définit des plans de tirs adaptés tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Le nombre de tirs est limité à 5 tirs d'abatages et 2 tirs correctifs par mois.

Ponctuellement et en cas de besoin de tir de mines supplémentaire, l'exploitant en fait la demande au service d'inspection des installations classées.

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions (immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 2,5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction pour ne pas créer de désordres dans les constructions.

Il est toléré que sur 10 tirs de mines consécutifs, les vitesses particulières de 2 tirs au plus dépassent 2,5 mm/s sans excéder 5 mm/s.

On entend par construction avoisinante, les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

Chaque tir est enregistré et les résultats tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Les résultats sont portés à la connaissance du maire de Montagnole par l'exploitant.

L'exploitant met en place un (ou plusieurs) appareil(s) de mesure des vibrations sur un (ou plusieurs) édifice(s) choisi(s) en accord avec la mairie de Montagnole.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

BANDE DE FRÉQUENCE en Hz	PONDÉRATION DU SIGNAL
1	5
5	1
30	1
80	3/8

Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir ainsi que les résultats des mesures en chaque point.

Sur les sismogrammes recueillis, il conviendra qu'apparaissent :

- la date et l'heure de tir,
- les vitesses particulières,
- le lieu de l'enregistrement,
- l'onde de surpression aérienne.

Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant avertit les parties intéressées, a minima la commune de Montagnole et les riverains les plus proches, selon des modalités prédéfinies, du jour et de l'heure de chaque tir de mines.

À la demande du service d'inspection des installations classées, un organisme externe certifié peut être amené à venir contrôler les mesures de vibrations aux frais de l'exploitant.

Les points de mesures fixes sont définis en annexe 8.2. Dans les 6 mois qui suivent la notification du renouvellement de l'autorisation, la CLCS pourra proposer 2 autres points de mesures supplémentaires.

CHAPITRE 5.4 – ÉMISSIONS LUMINEUSES

L'exploitation ne devra pas être à l'origine d'émissions lumineuses susceptibles d'avoir une incidence sur le voisinage ou sur la sécurité des tiers à l'extérieur du site.

Titre 6 – Prévention des risques

CHAPITRE 6.1 – SUBSTANCES DANGEREUSES

L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de dangers conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Il est interdit de fumer à proximité des stockages de produits dangereux.

CHAPITRE 6.2 – LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Chaque engin mobile utilisé sur la carrière est doté d'un extincteur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Des extincteurs appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, bien visibles et facilement accessibles, sont également disponibles à proximité des installations à risques d'incendie (installation de concassage criblage, stockage de produits combustibles, armoires électriques...). Ils sont maintenus en bon état et vérifiés une fois par an.

Conformément aux référentiels en vigueur et au moins une fois par an, tous les dispositifs sont entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié. Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques. La configuration de l'installation permet l'évacuation rapide des véhicules en cas d'incendie.

Le personnel est formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie et des moyens de secours.

CHAPITRE 6.3 – PLANS ET CONSIGNES

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu » et en respectant les règles d'une consigne particulière ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité (électricité, réseaux de fluides) ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre de déchets verts, déchets inertes, déchets non dangereux et dangereux ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ;
- La localisation des moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la conduite à tenir du personnel en cas de pollution accidentelle du sol avec des hydrocarbures.

CHAPITRE 6.4 – INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

CHAPITRE 6.5 – PRÉVENTION DES RISQUES DE PROJECTION LORS DES TIRS

Avant chaque tir, l'exploitant et l'entreprise chargée du minage s'assurent de l'absence de passants, d'usagers sur les voies d'accès à la carrière, les chemins forestiers et les chemins de desserte. Lors des tirs mines, l'accès au site et aux zones dangereuses de la carrière sont bloqués par le personnel de la carrière.

Avant chaque tir de mines, un signal sonore prévient de l'imminence du tir (trois coups de sirène). Une fois le tir réalisé et après vérification de l'absence d'anomalie, un signal sonore (un coup de sirène) est émis pour lever les dispositions liées à la sécurité et à l'interdiction d'accès.

Un contrôle de la géométrie de chaque foration est effectué par une sonde ou tout autre moyen équivalent. Un plan de vérification de chaque foration est dressé et conservé.

Titre 7 – Conditions d'exploitation

CHAPITRE 7.1 – CARRIÈRES

Article 7.1.1 – Aménagements préliminaires

Article 7.1.1.1 – Information du public

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents :

- son identité (raison sociale et adresse),
- la référence de l'autorisation,
- l'objet des travaux,
- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté,
- les jours et heures d'ouverture,
- la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée ».
- la liste des déchets inertes autorisés

Article 7.1.1.2 – Bornage

Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer :

- 1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;
- 2° Le cas échéant, des bornes de nivellement.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Article 7.1.1.3 – Réseau de dérivation des eaux de ruissellement

Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article « L. 211-1 du code de l'environnement », un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.

Article 71.1.4 – Cessation d’activité et réaménagement de la plateforme industrielle du Pontet

Préalablement à la mise en service de l’exploitation et conformément au dossier de cessation d’activité n° V/MTGNOL/CESSACT/2021/B de l’ancienne plateforme industrielle du Pontet, l’exploitant transmet au service d’inspection des installations classées une note technique mentionnant :

- le calendrier prévisionnel de la réorganisation de la plateforme ;
- le devenir des bâtiments non réutilisés (sécurisation ou démantèlement) ;
- les modalités techniques de démontage des bâtiments non réutilisés (localisation, travaux nécessaires, déchets produits, dangerosité, volumes, etc.) ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées lors des phases de démantèlement ;
- la description des modalités d’élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l’eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l’air et du sol.

Le réaménagement de la plateforme devra être conduit conformément aux éléments de la note technique mentionnée ci-avant.

Article 71.1.5 – Travaux préliminaires à l’exploitation

Préalablement à l’exploitation du gisement, l’exploitant devra avoir réalisé les travaux et satisfait aux prescriptions mentionnées aux articles 71.1.1 à 71.1.4.

La mise en service est réputée réalisée dès lors qu’ont été réalisés ces travaux, équipements et aménagements.

L’exploitant notifie au préfet et au maire de la commune de Montagnole la mise en service de la carrière.

Le document mentionné au chapitre 9.2 (garanties financières) est adressé au Préfet dès la mise en activité de la carrière.

Article 71.2 – Dispositions particulières d’exploitation

Article 71.2.1 – Déboisement, Défrichement et décapage des terrains

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains doivent être réalisés progressivement, par phase correspondant aux besoins de l’exploitation.

Le défrichement de 78 898 m² de bois situés sur les parcelles ci-après désignées est autorisé conformément au plan annexé en annexe 10.1 à cette autorisation. Ce défrichement devra respecter le phasage indiqué dans le dossier de demande de mai 2021 complété.

COMMUNE	SECTION	LIEU-DIT	N° PARCELLE	SUPERFICIE PARCELLAIRE	SUPERFICIE CONCERNEE
MONTAGNOLE	B	La Grande Maison	721	2 335 m ²	1 080 m ²
	B	La Grande Maison	722	2 920 m ²	868 m ²
	B	Le Mapas	197	48 050 m ²	12 822 m ²
	B	Les Prailles	365	3 550 m ²	470 m ²
	B	Les Prailles	366	17 550 m ²	1 935 m ²
	B	Les Prailles	368	2 950 m ²	985 m ²
	B	Les Prailles	369	1 640 m ²	120 m ²
	B	Les Prailles	370	850 m ²	65 m ²
	B	Pierre Grosse	39	1 475 m ²	1 311 m ²
	B	Pierre Grosse	40	1 325 m ²	612 m ²
	B	Pierre Grosse	44	2 995 m ²	1 983 m ²
	B	Pierre Grosse	58	3 430 m ²	16 m ²
	B	Pierre Grosse	59	450 m ²	129 m ²
	B	Pierre Grosse	60	3 195 m ²	1 453 m ²
	B	Pierre Grosse	61	3 085 m ²	2 518 m ²
	B	Pierre Grosse	62	20 m ²	20 m ²
	B	Pierre Grosse	64	1 840 m ²	220 m ²
	B	Pierre Grosse	65	3 060 m ²	2 796 m ²

COMMUNE	SECTION	LIEU-DIT	N° PARCELLE	SUPERFICIE PARCELLAIRE	SUPERFICIE CONCERNEE
MONTAGNOLE	B	Pierre Grosse	66	3 165 m ²	1 690 m ²
	B	Pierre Grosse	67	840 m ²	840 m ²
	B	Pierre Grosse	68	450 m ²	450 m ²
	B	Pierre Grosse	69	4 965 m ²	1 300 m ²
	B	Pierre Grosse	70	4 080 m ²	175 m ²
	B	Pierre Grosse	71	805 m ²	805 m ²
	B	Pierre Grosse	72	230 m ²	230 m ²
	B	Pierre Grosse	73	620 m ²	620 m ²
	B	Pierre Grosse	74	2 740 m ²	252 m ²
	B	Pierre Grosse	75	1 550 m ²	1 395 m ²
	B	Pierre Grosse	77	2 495 m ²	6 m ²
	B	Pierre Grosse	117	7 870 m ²	35 m ²
	B	Pierre Grosse	118	1 435 m ²	800 m ²
	B	Pierre Grosse	119	2 440 m ²	650 m ²
	B	Pierre Grosse	127	1 990 m ²	594 m ²
	B	Pierre Grosse	128	985 m ²	27 m ²
	B	Pierre Grosse	133	2 195 m ²	155 m ²
	B	Pierre Grosse	134	1 815 m ²	440 m ²
	B	Pierre Grosse	135	2 250 m ²	410 m ²
	B	Pierre Grosse	136	85 m ²	50 m ²
	B	Pierre Grosse	137	2 550 m ²	1 185 m ²
	B	Pierre Grosse	139	6 725 m ²	4 591 m ²
	B	Pierre Grosse	140	10 250 m ²	2 300 m ²
	B	Pierre Grosse	141	33 100 m ²	17 440 m ²
	B	Pierre Grosse	142	2 310 m ²	114 m ²
	B	Pierre Grosse	143	6 200 m ²	1 550 m ²
	B	Pierre Grosse	150	7 350 m ²	140 m ²
	B	Pierre Grosse	679	14 619 m ²	8 148 m ²
	B	Pierre Grosse	680	8 362 m ²	3 103 m ²
				TOTAL	78 900 m²

En application de l'article L. 341-6 2 ° du code forestier, le bénéficiaire devra procéder à la remise en état boisé des terrains exploités, conformément au tableau ci après et au plan annexé en annexe 10.2 du présent arrêté.

COMMUNE	SECTION	LIEU-DIT	N° PARCELLE	SUPERFICIE TOTALE	SUPERFICIE REBOISEE
MONTAGNOLE	B	Pierre Grosse	64	1 840 m ²	950 m ²
		Pierre Grosse	65	3 060 m ²	2 650 m ²
		Pierre Grosse	66	3 165 m ²	2 950 m ²
		Pierre Grosse	67	840 m ²	840 m ²
		Pierre Grosse	68	450 m ²	450 m ²
		Pierre Grosse	69	4 965 m ²	3 780 m ²
		Pierre Grosse	70	4 080 m ²	45 m ²
		Pierre Grosse	116	19 795 m ²	780 m ²
		Pierre Grosse	126	2 333 m ²	37 m ²
		Pierre Grosse	128	985 m ²	65 m ²

COMMUNE	SECTION	LIEU-DIT	N° PARCELLE	SUPERFICIE TOTALE	SUPERFICIE REBOISEE
		Pierre Grosse	129	1 474 m ²	630 m ²
		Pierre Grosse	130	1 463 m ²	180 m ²
		Pierre Grosse	131	2 560 m ²	565 m ²
		Pierre Grosse	132	860 m ²	130 m ²
		Pierre Grosse	133	2 195 m ²	15 m ²
		Pierre Grosse	139	6 725 m ²	1 700 m ²
		Pierre Grosse	140	10 250 m ²	3 762 m ²
		Pierre Grosse	141	33 100 m ²	16 478 m ²
		Pierre Grosse	142	2 310 m ²	534 m ²
		Le Mapas	197	48 050 m ²	3 486 m ²
		Le Mapas	209	12 050 m ²	335 m ²
		Le Mapas	210	120 m ²	32 m ²
		La Mapas	211	487 m ²	280 m ²
		Le Mapas	212	730 m ²	559 m ²
		Le Mapas	213	608 m ²	564 m ²
		Le Mapas	214	1 297 m ²	1 297 m ²
		Le Mapas	215	1 298 m ²	570 m ²
		Le Mapas	228	2 730 m ²	239 m ²
		La Grande Maison	229	3 770 m ²	1 191 m ²
		La Grande Maison	232	1 730 m ²	797 m ²
		La Grande Maison	235	11 380 m ²	185 m ²
		La Grande Maison	236	1 260 m ²	405 m ²
		La Grande Maison	239	6 100 m ²	450 m ²
		La Grande Maison	240	490 m ²	139 m ²
		Les Prailles	347	15 550 m ²	280 m ²
		Les Prailles	374	570 m ²	450 m ²
		Les Prailles	380	85 400 m ²	2 590 m ²
		Les Prailles	387	5 900 m ²	420 m ²
		Combe pichat nord	416	22 200 m ²	34 m ²
		Pierre Grosse	601	3 992 m ²	185 m ²
		Pierre Grosse	654	991 m ²	88 m ²
		Pierre Grosse	680	8 362 m ²	40 m ²
		Le Mapas	707	78 190 m ²	608 m ²
				TOTAL	51 765 m²

En parallèle du reboisement la société VICAT procédera à la création d'un linéaire de haies, représentant une longueur cumulée de 5780 mètres, et à la mise en place d'îlots de senescence, sur une surface de 9,5 ha, sur des parcelles situées à proximité des zones impactées par la carrière.

Article 71.2.2 – Modalités d'exploitation

L'exploitation sera conduite selon le plan de phasage joint au dossier référencé n° V/MTGNOL/REN/2017/H de mai 2021 mis à jour en novembre 2021. Les plans de phasage sont annexés en annexe 3 du présent arrêté.

La méthode d'exploitation de la carrière de Montagnole est dite « à ciel ouvert et en fosse ». Elle s'articule autour des principes suivants :

- Défrichement d'une partie des parcelles concernées par les travaux,
- Décapage des terres de découverte,
- Abattage des matériaux massifs à l'explosif,
- Extraction et prétraitement sur le groupe mobile primaire de concassage-criblage,

- Transfert des matériaux par dumper vers l'installation fixe de traitement,
- Traitement des matériaux,
- Transfert des matériaux via le convoyeur souterrain jusqu'au site de la Revériaz,
- Commercialisation des produits finis,
- Remontée des matériaux de remblais inertes extérieurs via le convoyeur souterrain,
- Remblaiement des zones par apport de matériaux et de matériaux de remblais inertes et remise en état du site.

Article 71.2.3 – Travaux de découverte

Les matériaux de découverte présentent une épaisseur moyenne variant de 0 à 5 m. Ils sont constitués par, de haut en bas :

- de la terre végétale arable sur une épaisseur moyenne de 0,50 m,
- une formation marno-calcaire, dont l'épaisseur varie entre 0 et 5 mètres.

La terre végétale sera stockée en bordure haute de la carrière et servira pour la remise en état du site. L'exploitant veillera à réutiliser rapidement cette terre afin de maintenir les qualités physico-chimiques de ce sol.

Les stériles de découverte (hors terre végétale), provenant des formations marno-calcaires supérieures seront réutilisées en produits tout-venant. Toutefois, certains petits niveaux marneux intercalaires seront valorisés en remblais pour le remblaiement et la remise en état définitive du secteur de la Coche.

Le volume de la découverte disponible est estimé à environ 720 000 m³, dont 40 000 m³ de terre végétale.

Article 71.2.4 – Extraction

Les travaux d'extraction sont réalisés à sec à l'aide d'engins mécaniques ou par des tirs de mines adaptés.

L'exploitation et le traitement des matériaux se feront en continu à un rythme de production moyen de 500 000 tonnes par an (800 000 t/an maximum).

La fréquence des tirs de mines sera variable selon la production. La charge d'explosif sera adaptée aux caractéristiques du massif à abattre. Les explosifs seront livrés le jour du tir et utilisés dès réception (UDR).

La charge unitaire instantanée, par détonateur, utilisée sera de 150 kg en moyenne, et de 180 kg au maximum. Les plans de tir définitifs seront tenus à la disposition du service d'inspection des installations classées ou lors de la demande d'UDR (Utilisation d'Explosifs dès Réception).

Le stockage d'explosif sur la carrière est interdit.

Le principe d'exploitation de la carrière repose sur le surcreusement du massif en fosse afin de maintenir un écran visuel en direction du village de Montagnole situé à l'Ouest.

Le calcaire sera abattu par fronts successifs entre les cotes + 612 m NGF et + 485 m NGF.

L'orientation et les pentes des fronts sont déterminés afin de :

- garantir la stabilité géotechnique de l'ensemble de la fosse,
- prévenir toute chute de blocs en direction du carreau d'exploitation où est installé le concasseur mobile,

- maintenir un écran visuel.

Les matériaux extraits seront débardés par pelle hydraulique ou autre suivant l'engin auquel il sera fait recours. Les matériaux débardés seront repris au chargeur pour être acheminés par des tombereaux vers l'installation de traitement.

Article 71.2.5 – Distances limites et zones de protection

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Article 71.2.6 – Phasage d'exploitation

Le phasage d'exploitation est reporté sur les plans en annexe 3.

Compte-tenu de la quantité de matériaux disponibles dans l'emprise de la zone d'extraction de Pierre Grosse, de la production moyenne prévue et du temps nécessaire pour terminer la remise en état du site, la demande d'autorisation porte sur une durée de 30 ans.

La progression de l'exploitation s'effectuera en périodes quinquennales, par tranches successives permettant une production moyenne annuelle de 500 000 tonnes de granulats. Cette production pourra aller jusqu'à 800 000 tonnes par an au maximum.

Le phasage de l'exploitation sera réalisé en six phases quinquennales successives. Les volumes et le rythme d'exploitation sont reportés dans le tableau ci-dessous :

Phase	Production moyenne annuelle	Tonnage extrait par phase	Cotes d'exploitation
Phase 1 (0-5 ans)	500 000 t	2,5 Mt	Entre 612 et 575 m NGF
Phase 2 (5-10 ans)	500 000 t	2,5 Mt	Entre 575 et 560 m NGF
Phase 3 (10-15 ans)	500 000 t	2,5 Mt	Entre 560 et 545 m NGF
Phase 4 (15-20 ans)	500 000 t	2,5 Mt	Entre 545 et 530 m NGF
Phase 5 (20-25 ans)	500 000 t	2,5 Mt	Entre 530 et 515 m NGF
Phase 6 (25-30 ans)	500 000 t	2,5 Mt	Entre 515 et 485 m NGF
TOTAL		15,0 Mt	

Phase T0* + 5 ans :

L'extraction débute dans le secteur de Pierre Grosse. La terre végétale décapée est stockée en merlons de faible hauteur, dans l'attente d'être reprise pour la remise en état. Les stériles de découverte non valorisables sont stockés dans le secteur de La Coche comme remblais. Pour chaque phase, au moins un front d'exploitation sera maintenu en limite Ouest du secteur de Pierre Grosse afin de servir d'écran visuel. Le carreau sera toujours en contrebas de la ligne de crête.

**T0 : date de l'obtention de l'arrêté préfectoral*

Phase T5 + 10 ans :

L'extraction se poursuit à Pierre Grosse, avec l'approfondissement du carreau de la carrière jusqu'à la cote + 560 m NGF. Les fronts supérieurs à l'Est du carreau d'exploitation sont réaménagés. Une nouvelle piste d'accès est créée au Sud, permettant de rejoindre les fronts inférieurs. Un écran visuel est maintenu en limite Ouest afin de limiter la perception du voisinage sur la zone d'extraction.

Phase T10 + 15 ans :

L'extraction se poursuit à Pierre Grosse. La cote de fond de fouille atteint la cote + 545 m NGF et continue à s'approfondir. La remise en état des fronts supérieurs à l'Est se poursuit.

Phase T15+ 20 ans :

Le carreau de la zone d'extraction atteint la cote de + 530 m NGF. Les fronts d'exploitation qui ne seront plus impactés par l'activité sont régulièrement remis en état. Les fronts situés en limite Ouest sont progressivement exploités, faisant abaisser l'écran visuel qui a été maintenu jusqu'alors. La perception visuelle depuis le secteur situé à l'Ouest de la carrière donne sur les fronts supérieurs réaménagés, et non sur les fronts d'exploitation bruts.

Phase T20+ 25 ans :

L'extraction se poursuit dans le secteur de Pierre Grosse. Le fond de fouille atteint la cote + 515 m NGF. Une troisième piste est créée sur le front Ouest et permet de rejoindre plus rapidement la plate-forme industrielle de traitement des granulats. Un front d'exploitation est maintenu en limite Ouest.

Phase T25 + 30 ans :

L'extraction à Pierre Grosse se termine. Le carreau de la carrière atteint la cote de + 485 m NGF environ. Les derniers fronts à l'Est sont en cours de remise en état.

Article 7.1.3 – Traitement des matériaux

L'ancienne plateforme industrielle accueillera une installation fixe de traitement des matériaux qui permettra de transformer les matériaux bruts en produits semi-finis et finis.

Celle-ci se situera à une cote comprise entre + 437 m NGF et + 449 m NGF, et permettra de produire des granulats de matériaux calcaires par concassage et criblage. La granulométrie variera entre 0 et 150 mm.

Le principe des procédés de traitement est le suivant :

- 1 – Après leur prétraitement sur le groupe mobile situé à Pierre Grosse, les matériaux seront acheminés jusqu'à une trémie d'alimentation afin d'être dirigés vers le poste de criblage primaire.
- 2 – Le passage des matériaux dans le crible permettra d'obtenir plusieurs coupures différentes, selon les besoins. Ces coupures feront l'objet d'un stockage au sol.
- 3 – Une partie des matériaux sera acheminée vers un second crible où seront évacués par surverse les matériaux dont la granulométrie sera supérieure à 60 mm.
- 4 – Une partie des granulats pourra être stockée dans des silos dédiés. Une bande transporteuse alimentera le convoyeur souterrain d'évacuation des matériaux vers le site de Revériaz.

Selon les besoins, les granulats finis seront acheminés vers le convoyeur souterrain qui relie la carrière à la plate-forme de traitement et de recyclage GRANULATS VICAT de la Revériaz (Chambéry). La commercialisation des granulats se fera à partir de cette installation.

Article 7.1.4 – Remblayage

Dans le cadre de la remise en état de la carrière, les apports de déchets inertes extérieurs sont autorisés dans les limites fixées à l'article 1.2.5.

Article 7.1.4.1 – Généralités

Le remblayage de la carrière est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Les apports de déchets inertes extérieurs sont notamment autorisés dans le cadre des opérations de remblayage relatives à la remise en état finale du site.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les matériaux de découverte et les déchets inertes utilisés pour le remblayage partiel et la remise en état de la carrière ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Article 71.42 – Phasage du remblaiement

Le phasage de remblaiement est reporté sur les plans en annexe 9.

Phase T0* + 5 ans :

Des matériaux de remblais inertes provenant de chantiers extérieurs sont acheminés vers le site par le convoyeur souterrain qui relie la carrière à la plate-forme de traitement et de recyclage GRANULATS VICAT de la Revériaz. Ils seront mis en place dans le secteur du Pontet comme matériaux de remblais, à un rythme de 150 000 tonnes moyen par an dans les limites fixées à l'article 1.2.5 du présent arrêté.

En parallèle, le secteur de la Coche est partiellement remblayé à l'aide des stériles de découverte de la zone d'extraction de Pierre Grosse.

*T0 : date de l'obtention de l'arrêté préfectoral

Phase T5 + 10 ans :

Le remblaiement du secteur de La Coche se poursuit. La remise en état (végétalisation, plantation de haies, etc.) progressive de ce secteur continue également.

Le remblaiement progressif du secteur du Pontet continue à l'aide de matériaux de remblais inertes extérieurs.

Phase T10 + 15 ans :

Une partie de la zone du Pontet est remise en état. Le remblaiement de la partie Ouest et Sud se poursuit jusqu'à la cote + 510 m NGF environ.

Phase T15+ 20 ans :

Le remblaiement du secteur de la Coche se termine. Sa remise en état se poursuit.

Le remblaiement progressif du secteur du Pontet se poursuit en amont. La cote atteinte est environ à + 530 m NGF.

Phase T20+ 25 ans :

La zone du Pontet est entièrement remblayée et sa remise en état se termine. Les matériaux de remblais inertes d'origine extérieure au site sont maintenant stockés et utilisés comme remblais sur le secteur de Carnavaggio et en partie sur le secteur de Pierre Grosse.

Phase T25 + 30 ans :

Le remblaiement partiel de Pierre Grosse et le remblaiement total de la zone de Carnavaggio se terminent, ainsi que leur remise en état.

Article 71.4.3 – Nature, quantités et provenance des déchets inertes admissibles

Dans le cadre de la remise en état de la carrière, les volumes de déchets inertes extérieurs sont autorisés dans les limites fixées à l'article 1.2.5.

Article 71.4.4 – Conditions d'exploitation

I – L'exploitant tient à jour un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre d'admission mentionné à l'article 7.2.1.6. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents déchets. En lieu et place de ce plan, l'exploitant peut mettre en place un système de géolocalisation des dépôts de déchets inertes.

Un relevé topographique du site doit être réalisé préalablement à l'acceptation des déchets inertes sur site.

II – L'exploitation est effectuée par tranches successives dont le réaménagement est coordonné. Le stockage des déchets est réalisé de préférence par zone peu étendue et en hauteur. Ce mode d'exploitation permettra de limiter la partie superficielle des déchets soumis aux intempéries.

III- L'exploitant installe à proximité du lieu de déchargement des camions un container recueillant les déchets non autorisés à condition qu'ils soient présents en faible quantité. L'exploitant évacue ces déchets vers les filières de traitement adaptées.

Article 7.1.4.5 – Conditions d'admission des déchets inertes

Les déchets admissibles sont listés en annexe 6.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

Par ailleurs, l'exploitant respecte, dans le cadre de l'admission des déchets inertes pour le remblayage, le chapitre 7.2 du présent arrêté.

CHAPITRE 7.2 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX OPÉRATIONS DE REMBLAYAGE DE LA CARRIÈRE – ADMISSION DES DÉCHETS INERTES

Article 7.2.1 – Dispositions communes

Ne peuvent être admis que les déchets non dangereux inertes qui respectent les dispositions du présent arrêté.

Les déchets admissibles sont listés en annexe 6.

Article 7.2.1.1 – Déchets interdits

Les déchets interdits sur le site sont :

- Les déchets provenant de sites potentiellement contaminés ou d'installations de traitement de terres polluées ;
- Les déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe III de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;
- Les déchets non dangereux non inertes tels que définis à l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- Les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- Les déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;
- Les déchets non pelletables ;
- Les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;
- Les déchets radioactifs ;
- Les matériaux inertes contenant de l'amiante.

Article 7.2.1.2 – Procédure d'acceptation préalable

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets.

Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis.

L'exploitant s'assure, en premier lieu, que la nature des déchets est strictement conforme aux dispositions de l'article 7.2.1 du présent arrêté.

L'exploitant s'assure notamment que ces déchets ne proviennent pas de sites contaminés.

En cas de présomption de contamination des déchets, c'est-à-dire lorsque les déchets proviennent d'un site reconnu contaminé, ou dès lors qu'ils ont été au contact de sources potentiellement polluantes (citernes d'hydrocarbures, activités passées en surface à caractère polluant...), et avant leur arrivée dans la carrière, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe 7.

Article 7.2.1.3 – Document préalable

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- Le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- Le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- Le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- L'origine des déchets ;
- Le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe de la Décision n° 2000/532/CE du 03/05/00 ;
- La quantité de déchets concernée.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 7.2.1.2.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Article 7.2.1.4 – Contrôles

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

Avant d'être poussés en remblayage, les matériaux apportés sur le site doivent être déchargés préalablement dans une zone distincte.

Article 7.2.1.5 – Accusé-réception

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document préalable prévu ci-avant par les informations minimales suivantes :

- La quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- La date et l'heure de l'acceptation des déchets.

Article 7.2.1.6 – Registre

L'exploitant tient à jour un registre d'admission (éventuellement sous format électronique) comprenant les éléments visés par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 543-43-1 du Code de l'environnement.

Sont notamment consignés pour chaque chargement de déchets présenté :

- La date de réception ;
- La date de l'accusé d'acceptation des déchets ;
- Le nom et les coordonnées du producteur des déchets ;
- Le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-53 du Code de l'environnement,
- Le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 remplaçant la décision 94/3/CE établissant une liste de déchets en application de l'article 1er, point a), de la directive 75/442/CEE du Conseil relative aux déchets,
- La quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- Le résultat du contrôle visuel et olfactif et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- En cas de remblayage avec les déchets admis, la localisation du stockage des déchets admis sur le plan de suivi du remblayage ;
- Le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Titre 8 – Dérogation à la protection des espèces protégées

Le bénéficiaire, ainsi que ses éventuels mandataires opérant dans le cadre de l'exécution des prescriptions du présent arrêté, doivent dans ce cadre respecter les engagements en faveur de la faune et de la flore détaillés ci-dessous, issus du dossier de demande d'autorisation environnementale et ses compléments, sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Les annexes 11.1 à 11.4 précisent et localisent les mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement.

CHAPITRE 8.1 – MESURES D'ÉVITEMENT

Le bénéficiaire met en œuvre les mesures d'évitement ci-dessous, localisées en annexe 11.1.

Article 8.1.1 – E1 : Évitement sur le secteur de l'ancienne cimenterie

Les zones à forts enjeux écologiques suivantes sont évitées en tout temps par le projet et travaux associés :

- les deux cratoneurions situés en bordure ouest de la piste longeant le hangar principal par l'ouest, d'une surface de 550 m² environ ;
- une phragmitaie située au sud des cratoneurions, au pied du front de taille, d'une surface de 1 300 m² environ ;

- un boisement implanté dans le vallon encaissé au sud de la plate-forme de l'ancienne cimenterie, d'une surface de 9 500 m² environ.

Article 8.1.2 – E2 : Évitement sur le secteur du Pontet

Le périmètre d'intervention lié au remblaiement de la carrière du Pontet est revu à la baisse par rapport à l'autorisation précédemment délivrée. Certains secteurs fortement perturbés sont donc laissés en libre évolution, dès la délivrance de la présente autorisation, pour redevenir favorables aux espèces sensibles.

Article 8.1.3 – E3 : Évitement sur le secteur de Pierre Grosse

Le périmètre d'intervention lié à l'extraction du secteur de Pierre Grosse est revu à la baisse par rapport à l'autorisation précédemment délivrée. Cette adaptation du projet, mise en œuvre dès la délivrance de la présente autorisation, permet d'éviter plusieurs stations de Gaillet glauque (espèce non protégée mais quasi-menacée).

Article 8.1.4 – E4 : Évitement sur le secteur de la Coche

Le remblaiement de l'ancienne carrière de la Coche évite la partie centrale où se concentrent les enjeux écologiques dès la délivrance de la présente autorisation. Il a donc lieu uniquement sur 3 secteurs périphériques :

- l'angle nord-est du carreau inférieur ;
- la banquette intermédiaire localisée à l'ouest ;
- les deux banquettes successives s'étendant au sud.

Cette adaptation du projet permet d'éviter 2,2 ha de zones humides, 1,5 ha de boisements lâches ainsi que deux habitats d'intérêt communautaire prioritaires. Ces zones constituent entre autres les habitats du Cordulégastre bidenté, de l'Agrion de Mercure, de Seligeria calcarea et de Bryum gemmiferum.

CHAPITRE 8.2 – MESURES DE RÉDUCTION

Le bénéficiaire met en œuvre les mesures de réduction ci-dessous, localisées en annexe 11.2.

Article 8.2.1 – R1 : Intervention sur les arbres et les haies

Les travaux de défrichement et de débroussaillage des arbres et des haies ont lieu entre le 15 septembre et le 31 octobre de l'année N-1 (N étant l'année des travaux, de terrassement, d'extraction ou de remblaiement). Cette période permet d'éviter les phases de reproduction et d'hibernation des espèces animales protégées.

Sous réserve de l'absence d'enjeux écologiques avérée par l'écologue (probabilité nulle d'hibernation ou d'hivernage d'espèces protégées ou menacées), les travaux de défrichement et de débroussaillage sont possibles entre le 15 septembre de l'année N-1 et le 15 février de l'année N dans les secteurs concernés.

Les arbres à enjeux (gros diamètre, sénescents, à cavités, etc.) localisés en limite d'emprise sont repérés préalablement par l'écologue et mis en défens en cas de risque d'impact. Ceux localisés dans l'emprise de défrichement font l'objet d'un abattage doux en faveur des espèces susceptibles d'occuper les cavités, sous le contrôle strict d'un écologue et selon les conditions suivantes :

- abattage par des températures minimales supérieures à 5°C et par temps sec ;
- l'arbre abattu est retenu dans sa chute puis laissé au sol pendant au moins 24h, cavités orientées vers le haut, pour permettre aux éventuels individus de chiroptères présents de s'échapper à la tombée de la nuit ;
- si toutes les cavités ne peuvent être orientées vers le haut, un découpage par tronçon est réalisé en s'assurant qu'aucune cavité ne soit tronçonnée.

De manière générale, les travaux de défrichement ont lieu du centre vers la périphérie afin de laisser la possibilité à la faune de s'enfuir. Les résidus de coupe sont évacués pour ne pas reconstituer d'habitats temporairement favorables aux espèces avant les opérations de terrassement, d'extraction ou de remblaiement.

Article 8.2.2 – R2 : Suppression des pièges à faune

Au sein de l'emprise de la carrière et lors du suivi des travaux en phase d'exploitation, les secteurs et éléments constituant des pièges à faune sont repérés. Divers traitements sont alors entrepris :

- les points d'eau temporaires correspondant à de légères dépressions topographiques (flaques), causées par les travaux de terrassement, sont systématiquement comblés dès leur formation. Si des amphibiens ont déjà colonisé ces points d'eau temporaires, ils sont comblés en période d'assec prolongé ou à la fin de l'été (absence d'individus en reproduction) afin de ne plus constituer de pièges à amphibiens l'année suivante ;
- les éléments creux présents sur le chantier sont obturés ;
- les trous ou tranchées sont protégés d'un filet anti-intrusions pour les amphibiens et reptiles.

Article 8.2.3 – R3 : Mesures spécifiques vis-à-vis des interventions sur le bâti et de la remise en état du tunnel - convoyeur

La destruction et le démantèlement des bâtiments favorables aux espèces animales protégées débutent entre le 1er septembre et le 31 octobre. Cette période permet d'éviter les phases de reproduction, de transit printanier et d'hibernation des espèces.

Article 8.2.4 – R4 : Mesures spécifiques vis-à-vis des espèces exotiques végétales envahissantes

Des mesures préventives et curatives précoces adaptées permettant d'empêcher la propagation des espèces végétales invasives sont mises en œuvres durant toute la durée d'exploitation et durant les cinq années suivant la fin de la remise en état finale à l'issue de l'exploitation. Tout usage de produits chimiques est proscrit. Les stations d'espèces invasives identifiées sur le périmètre de la carrière sont éradiquées puis évacuées en centre de traitement agréé. Tout nouveau foyer éventuel de plante invasive apparaissant en phase d'exploitation est éliminé par les moyens adaptés selon la plante. Les rémanents sont gérés par les moyens adaptés garantissant l'absence de dissémination.

En outre, l'ensemble des terrains remaniés (en dehors des plates-formes) sont immédiatement végétalisés avec des semences locales compétitives. Un procédé de lavage des roues des engins à l'entrée / sortie du site est mis en place durant toute la durée d'exploitation. En cas d'introduction de terres végétales sur le site, dans le cadre de la remise en état, un contrôle de leur provenance et de l'absence de fragments d'espèces envahissantes est réalisé pour pouvoir être admises.

Article 8.2.5 – R5 : Mesures de réduction sectorielles

Les prescriptions des mesures d'évitement et de réduction générales s'appliquent en tous lieux de la carrière. En complément, des prescriptions spécifiques s'appliquent à chaque site la composant. La mesure de réduction R5 se décline de la manière suivante :

Intitulé de la mesure	Secteur concerné	Taxons et habitats visés	Phase(s) concernée(s)
MR5a	Ancienne cimenterie	Amphibiens et boisements	Phase 1
MR5b	Ancienne cimenterie	Chiroptères	Phase 1 (sauf dispositifs pérennes)
MR5c	Pontet	Amphibiens et boisements	Phases 1 à 4*
MR5d	Pierre grosse	Tous groupes (en particulier flore, oiseaux et insectes)	Phases 1 à 6
MR5e	La Coche	Milieux aquatiques et humides, boisements, reptiles et amphibiens	Phases 1 à 3*
MR5f	Carnavagio	Ripisylve et amphibiens	Phases 4 à 6

*prolongation possible tant que le remblaiement du secteur n'est pas terminé

MR5a – Mesures de réduction en faveur des amphibiens et des boisements

Le calendrier des travaux suivant est décliné de sorte à limiter les impacts sur la faune :

- étape 1 : comblement des points d'eau temporaires à la fin de l'été ou dès que des assecs prolongés sont observés en veillant avec précaution à l'absence d'individus lors de ces opérations ;
- étape 2 : coupe du bois puis dessouchage entre le 15 septembre et le 31 octobre ;
- étape 3 : remaniement des espaces et aménagement de la nouvelle plate-forme d'activités.

MR5b – Mesures de réduction en faveur des chiroptères

Les nuisances lumineuses sont limitées par la mise en œuvre des actions suivantes :

- l'installation d'un éclairage fixe à l'entrée du site et d'un éclairage à détecteur de mouvement ailleurs. La sensibilité de ce détecteur est réglée de manière à ne pas se déclencher lors du vol d'une chauve-souris ou d'un rapace nocturne ;
- la régulation saisonnière de l'éclairage secondaire (hors sécurité) par une extinction de ceux-ci entre le 1er avril et le 31 octobre. En cas de journée sombre, l'éclairage du site demeure exceptionnellement possible entre 1h suivant l'aube et 1h précédant le crépuscule ;
- l'absence d'éclairage des milieux aquatiques (ruisseaux du Vard et du Pontet, mares et plans d'eau) ;
- les dispositifs d'éclairage sont des lampes à sodium, orientées vers le sol et centrées sur les zones d'activité de la carrière. Des dispositifs occultant les milieux naturels périphériques sont installés (remblais, claustras, haies buissonnante, etc.).

10 bâtiments sont démolis dans le cadre du projet. Chaque bâtiment est inspecté par un chiroptérologue afin de vérifier l'absence d'individus de chiroptères. En cas de présence d'individus, plusieurs actions sont réalisées :

- si le gîte est visitable et condamnable, il est condamné à la tombée de la nuit, après le départ en chasse des individus ;

– si le gîte est visitable mais non condamnable, un éclairage répulsif est installé en son sein 1h30 après la tombée de la nuit, après le départ en chasse de tous les individus, puis sa destruction débute immédiatement ;

– si le gîte est non visitable (raisons de sécurité), un éclairage répulsif est installé devant ses entrées 1h30 après la tombée de la nuit, après le départ en chasse de tous les individus, puis sa destruction débute immédiatement ;

– si le gîte est non visitable et hors de portée, un chiroptérologue est présent au moment du démontage pour décider de la marche à suivre et pour recueillir les individus éventuellement blessés et les acheminer vers un centre de soins (par exemple le centre de sauvegarde de la faune sauvage des pays de Savoie « Le tétras libre »).

Les travaux de remise en état du tunnel convoyeur débutent également entre le 1er septembre et le 31 octobre. Un éclairage répulsif est installé devant son entrée 1h30 après la tombée de la nuit, la veille du début des opérations.

MR5c - Mesures de réduction lors du remblaiement du Pontet

Le calendrier des travaux de remblaiement suivant est décliné de sorte à limiter les impacts sur la faune :

– étape 1 : protection anticipée des zones sensibles par un balisage et la pose de panneaux signalétiques, comblement des points d'eau temporaires à la fin de l'été ou dès que des assecs prolongés sont observés en veillant avec précaution à l'absence d'individus lors de ces opérations, coupe des bois du nord vers le sud, matérialisation claire de la piste à utiliser pour éviter toute divagation d'engins ;

– étape 2 : surélévation de la piste de 15-20 cm et contrôle régulier de l'absence de dépressions favorables aux amphibiens, dessouchage 1 à 2 semaines après la coupe des bois ;

– étape 3 : protection de la partie nord de la zone humide, décapage de la roselière et stockage temporaire des sédiments, mise en place du bassin de rétention et de filtration des eaux, étalage des sédiments, aplanissement de la plate-forme et mise en place d'un drain, enfin début de remblaiement progressif du site.

Une zone tampon autour du ruisseau de Vard, incluant les boisements et le vallon, est maintenue durant toute l'activité du site afin de protéger ces milieux sensibles des opérations de remblaiement.

MR5d – Mesures de réduction lors de l'extraction de matériaux à Pierre Grosse

Le calendrier des travaux d'extraction suivant est décliné de sorte à limiter les impacts sur la faune :

– étape 1 : protection des zones sensibles, pâturage ciblé ou tonte des lisières herbacées l'année végétative précédant les opérations de décapage, au début du printemps. Dans le cas d'un pâturage, des clôtures amovibles sont positionnées de sorte à guider le bétail sur les zones concernées. Dans le cas d'une tonte, elle est effectuée par des engins mécaniques légers en veillant à maintenir une hauteur minimale de 10 cm de couvert herbacé. Puis coupe des bois avec conservation du bois mort déposé au sol en limite d'emprise visant à maintenir les coléoptères, mousses et champignons associés.

– étape 2 : dessouchage 1 à 2 semaines après la coupe des bois et contrôle régulier de l'absence de dépressions favorables aux amphibiens, conservation des souches en décomposition et des résidus de coupe déposés en limite d'emprise, création de la piste d'accès et rétablissement du talweg par un ouvrage souterrain intégrant les fonctionnalités biologiques.

Cette opération est réalisée en période d'assec et à l'automne. L'ouvrage cadre, d'une longueur la plus courte possible et de dimensions minimales de 1 m (largeur) x 70 cm (hauteur) permet de conserver une banquette fonctionnelle sur une des deux rives au moins. Il est enfoncé à 10 cm sous le terrain naturel pour assurer le bon écoulement des sédiments.

– étape 3 : maintien d'une trame boisée en bordures ouest et sud de la fosse d'extraction tant que la partie Est n'est pas réhabilitée, décapage de la terre végétale de la prairie semi-sèche la plus intéressante puis régalage :

- soit sur une prairie mésophile présente en zone non impactée à Pierre Grosse après un repérage préalable de l'absence de sensibilité sur le secteur et en veillant à ce que le retour d'une prairie sèche soit techniquement faisable ;

- soit sur des secteurs favorables à l'expression d'une prairie semi-sèche lors des opérations de renaturation des espaces remblayés, après un stockage de la terre le plus court possible afin que la banque de graines puisse survivre et adapté (épaisseur limitée pour ne pas tasser cette terre).

MR5e – Mesures de réduction mises en place à la Coche

Le calendrier des travaux de remblaiement sur le carreau de la carrière de la Coche qui suit est décliné de manière à limiter les impacts sur la faune :

- étape 1 : protection des zones sensibles, création et matérialisation claire des pistes pour éviter toute divagation d'engins, comblement des points d'eau temporaires à la fin de l'été ou dès que des asssecs prolongés sont observés en veillant avec précaution à l'absence d'individus lors de ces opérations, déplacement du pierrier existant et aménagement d'andains pour offrir des zones refuges favorables aux amphibiens, coupe des bois de l'angle nord-est avec évacuation totale des branchages.

- étape 2 : surélévation des pistes de circulation de 50 cm environ et contrôle régulier de l'absence de dépressions favorables aux amphibiens, installation d'ouvrages souterrains réguliers pour le bon écoulement des eaux et la libre circulation de la faune, dessouchage 1 à 2 semaines après la coupe des bois (en fin de matinée ou l'après-midi dans les zones à enjeux écologiques), remblaiement du secteur ouest, création d'un pierrier et d'une mare à l'est de cette zone, suppression de la piste d'accès, mise en défens de ce secteur.

- étape 3 : modification des mises en défens lié au remaniement des espaces, aplanissement total de l'angle nord-est avec contrôle régulier de l'absence de dépressions favorables aux amphibiens, poursuite du remblaiement par la piste existante située au nord du secteur ouest, création du bassin de rétention et de filtration des eaux, début du remblaiement de l'angle nord-est.

Le calendrier des travaux de remblaiement des fronts sud qui suit, postérieur à celui du carreau de la Coche, est décliné de sorte à limiter les impacts sur la faune :

- étape 1 : coupe des arbres et arbustes présents sur les anciennes pistes de circulation ;

- étape 2 : dessouchage et débroussaillage pour élargir les pistes et permettre aux engins de circuler ;

- étape 3 : mise en place d'une zone tampon entre les zones humides et la future zone de remblaiement des fronts sud (frange nord-est) afin de protéger des travaux de remblaiement ces milieux sensibles favorables aux amphibiens. Une fois ce dispositif installé et efficient, les travaux de remblaiement peuvent débuter sur les fronts sud.

La circulation des engins est évitée, sauf contrainte technique exceptionnelle, dès la tombée de la nuit et jusqu'au lever du jour entre le 1er mars et le 30 septembre, période durant laquelle la petite faune est très mobile, afin de limiter le risque de collision d'individus.

Mesure MR5f : mesures de réduction mises en place à Carnavagio

Une zone tampon autour du ruisseau de Vard, incluant les boisements et le vallon, est maintenue durant toute l'activité du site afin de protéger ces milieux sensibles des opérations de remblaiement.

En lien avec le remblaiement des fronts sud de la Coche, la piste d'accès aux parties supérieures de Carnavagio est défrichée.

Le calendrier des travaux de remblaiement de Carnavagio qui suit, dans la même temporalité que ceux concernant les fronts sud de la Coche, est décliné de manière à limiter les impacts sur la faune :

- étape 1 : débroussaillage anticipé et progressif par pâturage ou fauche mécanique, coupe des bois ;
- étape 2 : dessouchage 1 à 2 semaines après la coupe des bois ;
- étape 3 : circulation sur les anciennes pistes ré-ouvertes.

CHAPITRE 8.3 – MESURES DE COMPENSATION

Le bénéficiaire met en œuvre les mesures de compensation ci-dessous, localisées en annexe 11.3.

Article 8.3.1 – C2 : Mise en sénescence de boisements

37,79 hectares de boisements sont mis en sénescence pour une durée de 99 ans. Ces boisements sont la propriété du bénéficiaire et ne font l'objet d'aucune exploitation forestière et d'aucun défrichement durant cette période.

Les sites compensatoires concernés correspondent à des boisements in-situ évités (au sein du périmètre d'autorisation) par les activités d'extraction ou de remblaiement (ripisylve du Vard, secteur ouest de la Coche et secteur de Carnavagio) et à des boisements ex-situ (communes de Montagnole, Barberaz et Saint-Baldoph) dont les numéros de parcelles cadastrales sont les suivants : 34, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 589, 590, 591, 664.

Article 8.3.2 – C3 : Maintien d'habitats ouverts et réouverture de milieux

Les prairies du site, sur le lieu-dit « Le Puisat », menacées par la colonisation des ligneux, font l'objet d'une gestion adaptée en faveur du cortège d'espèces associé. Une convention de gestion (travaux de renaturation et d'entretien) a été signée avec un éleveur.

Cette gestion, d'une durée de 40 ans et sur une emprise de 1,91 ha, vise à obtenir puis à maintenir un taux d'ouverture du milieu de 80 %.

Les actions entreprises, locales et ponctuelles dans le temps, sont les suivantes :

- débroussaillage entre le 15 septembre et le 31 octobre, selon un protocole visant à ne pas porter atteinte aux espèces faunistiques et floristiques, à l'aide de procédés mécaniques légers en conservant une hauteur minimale de 15 cm de la strate herbacée ;
- conservation de patchs de petite taille non coupés, disposés régulièrement mais aléatoirement, de manière à servir de refuge pour les oiseaux, reptiles et petits mammifères. Ces patchs sont coupés selon une rotation pluriannuelle de 3 à 5 ans afin d'éviter leur expansion sur les prairies ;
- maintenir des zones de lisières progressives entre les prairies et les boisements ou bosquets alentours par l'absence de fauche sur une bande tampon de largeur adaptée à la petite faune ;

– évacuation de la grande majorité des résidus de coupes afin d'appauvrir et de rajeunir le milieu pour atteindre/conserver un profil de prairie sèche. Plus occasionnellement, disposition de ces résidus sous forme d'andains en périphérie des prairies en faveur de la petite faune.

La fréquence de ces interventions, au départ bisannuelle, est adaptée selon les résultats des suivis écologiques réalisés sur ces milieux.

Article 8.3.3 – C4 : Gestion des espaces ouverts actuels

Les 2 mesures qui suivent portent sur 4,26 ha dans le secteur de Pierre Grosse, pour une durée minimale de 40 ans et ont fait l'objet d'une convention de gestion signée avec un éleveur (prêt d'usage).

MC4a – Mise en place de fauchage tardif

Certaines prairies font l'objet d'un fauchage tardif, à partir du 1er août, pour permettre à la flore et à la faune d'accomplir leur cycle biologique complet. Une gestion différenciée est mise en place avec des zones à fauche annuelle et des zones à fauche bisannuelle, sous réserve des précautions suivantes :

- la hauteur des coupes est de 10 cm au moins ;
- la fauche se fait de manière centrifuge, de l'intérieur vers l'extérieur de la parcelle, afin de permettre à la faune de fuir à l'avancée du tracteur ;
- une zone refuge de 10 % de la superficie de la prairie est maintenue (non fauchée) en faveur de la faune. Cette zone refuge est décalée chaque année pour éviter l'embroussaillage.

MC4b – Pâturage extensif

Les prairies localisées à l'Est de Pierre Grosse, non impactées par l'extraction, sont majoritairement gérées par pâturage extensif et tournant. Celui-ci a lieu entre le 15 avril et le 31 octobre. Le nombre d'animaux du bétail est limité à 0,4 UGB/ha/an (et à 4 UGB/ha en instantané) pour éviter tout surpâturage et érosion du couvert herbacé. Les traitements médicamenteux (notamment l'Ivermectine et ses dérivés) pour le bétail sont proscrits afin de ne pas porter atteinte au milieu naturel. Les lisières sont protégées du pâturage par la mise en place de clôtures afin de conserver leur rôle de refuge pour la petite faune.

Article 8.3.4 – C5 : Création d'une mare sur le site de la Coche

Une mare de 220 m² est créée, durant la phase 1, sur le carreau inférieur du site de la Coche en faveur des amphibiens. L'emplacement et les caractéristiques exacts de la mare sont définis à l'avancement du chantier de remblaiement sous le contrôle de l'écologue. Globalement, les principes suivants sont retenus :

- l'impluvium et l'ensoleillement sont optimaux pour les espèces aquatiques (absence d'ombre ou très faible couvert arboré) ;
- les contours de la mare sont sinueux pour maximiser le linéaire de berges ;
- des paliers successifs de 30 cm sont mis en place dans le fond de la mare pour diversifier les profondeurs ;
- les pentes des berges sont hétérogènes dont une partie exposée au sud est en pente douce ;
- l'étanchéité de la mare est faite à l'aide de matières naturelles (par exemple de l'argile).

Cette mare est entretenue durant l'exploitation de la carrière et à l'issue de la remise en état de sorte à garantir la pérennité de cet habitat.

Article 8.3.5 – C6a : Restitution des capacités en gîtes pour les chiroptères au sein d'un bâtiment

La « maison rouge », d'une superficie au sol de 350 m² est aménagée en faveur des chiroptères.

Les aménagements suivants sont réalisés :

- pose d'une porte au rez-de-chaussée pour empêcher toute pénétration illicite au sein du bâtiment mais pour maintenir un accès lors des suivis écologiques et des opérations d'entretien ;
- obturation des fenêtres à l'aide de parpaings. Certains parpaings sont troués sur une seule face pour favoriser le gîte de certaines espèces ;
- création de chiroptières sous la forme d'interstices de 9 cm de hauteur sur la partie supérieure des portes extérieures, des fenêtres ou des murs intérieurs pour permettre la libre circulation des individus dans chaque pièce de la maison. Ces ouvertures sont conçues pour ne pas créer de courants d'air au sein de la maison.
- condamnation des balcons pour empêcher toute pénétration illicite au sein du bâtiment et création d'accès intérieurs aux étages pour les suivis écologiques et les opérations d'entretien ;
- création d'une dizaine de gîtes artificiels supplémentaires à l'intérieur et à l'extérieur de la maison en faveur d'autres espèces de chiroptères. Le nombre exact de gîtes est défini à l'appréciation du chiroptérologue et ajusté à l'issue d'un bilan de suivi à l'année N+10 (N étant l'année de réalisation de la mesure) ;

Ces travaux ont lieu en dehors des périodes d'hibernation et de parturition des chiroptères, à des dates validées par le chiroptérologue, étant donné la présence d'espèces telles que le Petit-Rhinolophe en reproduction au sein de la maison rouge. Le réaménagement de la maison rouge est terminé avant les destructions de bâtiments présents sur la plate-forme de l'ancienne cimenterie et avant les travaux de réhabilitation du tunnel à convoyeur afin d'offrir des habitats de report immédiatement fonctionnels pour les espèces ciblées. Les gîtes ainsi que les dispositifs favorables aux chiroptères font l'objet d'un entretien pour une durée minimale de 40 ans.

Article 8.3.6 – C6b : Restitution des capacités en gîtes pour les chiroptères au sein des sites souterrains

L'entrée d'une galerie souterraine, localisée à l'est du site, est modifiée en faveur des chiroptères. Une ouverture de 60 cm de largeur et de 9 cm de hauteur est réalisée sur la grille obturant l'entrée afin de permettre les entrées et les sorties d'individus de chauves-souris tout en garantissant la protection de la galerie vis-à-vis de la perturbation humaine.

Quelques gîtes artificiels à chiroptères sont posés à l'intérieur de cette galerie. Ils ont différentes tailles et structures pour être favorables à un maximum d'espèces. Le nombre exact de gîtes est défini à l'appréciation du chiroptérologue et ajusté à l'issue d'un bilan de suivi à l'année N+10 (N étant l'année de réalisation de la mesure).

Article 8.3.7 – C7 : Déplacement du pierrier existant sur le site de la Coche

Le pierrier existant sur le site de la Coche est déplacé de manière anticipée aux aménagements prévus au droit de son emprise vers un site protégé des activités de remblaiement, en faveur du maintien des reptiles et des amphibiens. La localisation de l'ancienne et de la nouvelle zone figurent à l'annexe 11.2. Ce déplacement a lieu lors de la phase 1.

CHAPITRE 8.4 – MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

Le bénéficiaire met en œuvre la mesure d'accompagnement suivante. Elle figure en annexe 11.4 du présent arrêté.

Article 8.4.1 – A1 : Remise en état globale de la carrière en faveur de la biodiversité

La réhabilitation des sites est réalisée à l'avancement et au fur et à mesure des différentes phases de remblaiement des sites de Pontet, de la Coche et de Carnavagio, ainsi que de l'exploitation du site de Pierre Grosse. Les objectifs de remise en état visent en premier lieu à reconstituer des habitats naturels similaires à ceux présents et impactés par le projet ainsi qu'à rétablir les fonctionnalités écologiques (continuités écologiques, habitats de reproduction, de repos, d'hivernage, de nourrissage, etc.).

Cinq grands types de milieux sont reconstitués au sein du périmètre de la carrière :

- les haies, bosquets et boisements ;
- les prairies mésophiles permanentes extensives ;
- les prairies semi-sèches et pelouses sèches ;
- les milieux humides et aquatiques ;
- les milieux rupestres et rocaillieux.

Le plan de remise en état de la carrière, figurant à l'annexe 9, fait état de la réhabilitation écologique de la carrière associée à cette mesure.

Les plantations d'arbres et d'arbustes comportent prioritairement les espèces citées dans la liste figurant en annexe. Elles peuvent aussi comporter des arbres fruitiers.

L'ensemble des haies plantées au sein de la carrière sont à double ou triple rangs avec des bandes herbacées de chaque côté. La plantation des haies respectent le protocole suivant :

- préparation du sol (août à octobre) : sous-solage de 50 cm de profondeur, puis labour sur une largeur de 2 m, paillage préalable (plaques de pailles non aérées) ;
- plantation (novembre à mi-mars) des 2 ou 3 rangs en quinconce avec 1,5 m entre chaque plant et 1 m entre chaque rang, rafraîchissement des racines, palinage ;
- protection des plants contre les animaux, arrosage et paillage si nécessaire les 3 premières années et remplacement des plants morts.

Article 8.4.2 – A4 : Création d'un réseau de fossés sur les banquettes aménagées

Un réseau de 6200 ml de fossés est créé sur les différentes banquettes aménagées, au terme de la remise en état de la carrière, en faveur des amphibiens, des odonates et des invertébrés aquatiques.

Ces aménagements pérennes visent à favoriser le maintien et l'expansion du Pédolyte ponctué et du Crapaud calamite.

Article 8.4.3 – A5 : Aménagement de 4 mares complémentaires lors de la remise en état de la carrière

Deux mares d'une emprise cumulée de 890 m² sont aménagées sur la plate-forme du site du Pontet à la fin de son remblaiement, soit lors de la phase 5.

Une mare de 700 m² est aménagée sur le carreau inférieur de Pierre Grosse, lors de la phase 6.

Une mare de 170 m² est aménagée sur la plate-forme de Carnavagio à la fin de son remblaiement, soit lors de la phase 6.

Article 8.4.4 – A6 : Valorisation de certains bassins de rétention des eaux

Les bassins positionnés à l'aval de chacune des zones d'extraction ou de remblaiement sont rendus favorables à la biodiversité. De forme allongée, ils sont constitués de vasques successives de graviers fins afin de filtrer les eaux de ruissellement. La partie aval de ces bassins est une zone en eau de profondeurs variées et plantées d'espèces floristiques aquatiques locales et adaptées.

Article 8.4.5 – A7 : Création ou aménagement des milieux rocaillieux et rupestres

Des pierriers sont mis en place à proximité des haies et des fourrés en faveur des reptiles et des amphibiens. Les dimensions indicatives sont les suivantes : 10 m de longueur x 3 m de largeur. Des arbustes indigènes (par exemple Prunellier, Chèvrefeuille, etc.) sont plantés le long de ces pierriers.

Des banquettes sur les fronts de taille nord et sud de la fosse d'extraction de Pierre Grosse sont conservées à l'issue de l'exploitation. Au nord et au sud-est, les fronts bruts d'éboulis sont recréés sur près d'un hectare ; à l'est, des fronts entre les différents redans constituant des habitats rupestres sont recréés sur 3,3 ha. Ces banquettes seront pour partie maintenues en l'état et pour d'autres recouvertes de stériles ou décompactées (en faveur d'une végétation spécialisée tels que le Prunellier, le Genévrier, le Brome dressé, le Dactyle aggloméré, les Fétuques, etc.).

Article 8.4.6 – A8 : Mesures d'accompagnement sectorielles

En complément des mesures d'accompagnement transversales, la mesure MA8 précise les aménagements prévus pour chaque site composant la carrière.

MA8a - Mesures d'accompagnement spécifiques à l'ancienne cimenterie

Le remaniement de la plate-forme de l'ancienne cimenterie débute après la création du bassin de rétention et de filtration des eaux au nord de la zone de remblaiement du Pontet, pour constituer localement un habitat de report disponible et fonctionnel au cortège d'espèces aquatiques, en particulier les amphibiens.

MA8b - Mesures d'accompagnement spécifiques au Pontet (remise en état)

A l'issue du remblaiement, le site est remis en état avec les aménagements suivants :

- création de 810 ml de fossés ;
- plantation de 7600 m² de boisements ;
- plantation de 1250 ml de haies.

La remise en état permet le rétablissement du corridor écologique est-ouest sur le site.

MA8c - Mesures d'accompagnement spécifiques à Pierre Grosse (remise en état)

A l'issue de l'extraction, le site est remis en état avec les aménagements suivants :

- création de 2200 ml de fossés ;

- création de 700 m² de mares ;
- plantation de 3,97 ha de boisements ;
- plantation de 1500 ml de haies ;
- création de 2,78 ha d'habitats rupestres sur les fronts d'exploitation ;
- création de 8550 m² d'habitats rupestres sur les fronts bruts.

MA8d - Mesures d'accompagnement spécifiques à la Coche (remise en état)

A l'issue du remblaiement, le site est remis en état avec les aménagements suivants :

- création de 1980 ml de fossés ;
- plantation de 4000 m² de bosquets ;
- plantation de 1250 ml de haies ;
- création de 200 m² de pierriers.

La remise en état permet le rétablissement du corridor écologique nord-sud sur le site.

MA8e - Mesures d'accompagnement spécifiques à Carnavagio (remise en état)

A l'issue du remblaiement, le site est remis en état avec les aménagements suivants :

- création de 295 ml de fossés ;
- plantation de 710 m² de bosquets ;
- plantation de 490 ml de haies ;
- maintien de 1 550 m² de zone minérale.

Les banquettes intermédiaires sont végétalisées avec des espèces herbacées pour obtenir des milieux ouverts, non boisés.

La remise en état permet le rétablissement des corridors écologiques nord-sud et est-ouest sur le site.

MA8f - Mesures d'accompagnement spécifiques à la piste d'accès de Pierre Grosse (remise en état)

Lors de la remise en état de la piste d'accès, une haie de 380 ml est plantée.

MA8g - Mesures d'accompagnement spécifiques au secteur des Prailles

Dès la première phase d'activité de la carrière, des haies complémentaires sont plantées au sud de la carrière de la Coche sur 900 ml, dans le secteur des Prailles. Ces haies contribuent à la restauration d'un réseau bocager. Elles sont ponctuellement percées sur 2 mètres de largeur pour permettre les déplacements de la grande faune. Leur disposition permet d'orienter le cheminement de la faune à l'écart de la route de Barberaz à l'est.

Article 8.4.7 – A10 : Gestion écologique des abords des pistes de circulation

En période d'exploitation de la carrière et dès la délivrance de la présente autorisation, les bords de chemins et de pistes de circulation font l'objet d'une gestion écologique. Tout traitement phytosanitaire est proscrit.

Un fauchage tardif, dès le 15 août, est mis en œuvre à l'aide de moyens mécaniques légers pour la strate herbacée. Un débroussaillage et élagage léger et ponctuel sont réalisés sur les strates arbustives et arborées. Cet entretien, limité au strict nécessaire pour la circulation du personnel et des engins, est rendu favorable à la biodiversité.

Article 8.4.8 – A11 : Rétablissement définitif des continuités écologiques

Le remblaiement des sites concernés (Pontet, la Coche et Carnavagio) est réalisé de manière à éliminer ou réduire significativement les obstacles physiques (falaises, fronts de taille) à la circulation de la faune. A l'issue de ces opérations, le vallon du ruisseau du Vard est reconnecté aux étendues agricoles semi-naturelles de Montagnole situées à l'ouest de la carrière.

La trame noire est préservée le long des cours d'eau, au sein des ripisylves et en tout temps, pour permettre aux espèces de circuler librement et sans nuisance lumineuse (espèces lucifuges en particulier).

Enfin, un maillage d'habitats variés (haies, bosquets, fossés, mares, etc.) est reconstitué au terme de la remise en état de la carrière pour reconstituer des corridors de déplacement de la faune au sein de la carrière réhabilitée et en continuité des milieux alentours.

CHAPITRE 8.5 – SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES

Les suivis permettent de vérifier la bonne mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement. Ils sont effectués par des écologues indépendants qui effectuent des passages sur site dès que cela est nécessaire. Ils permettent de proposer aux services instructeurs, le cas échéant, les actions correctrices qui seraient nécessaires.

Les protocoles de suivis sont adaptés à chacun des sites en fonction des espèces présentes. Ils doivent être reproductibles.

L'ensemble des suivis donne lieu à des bilans annuels relatant l'état d'avancement de la mise en place des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement au regard des obligations et délais prévus à l'arrêté, transmis à l'adresse suivante :

Le service en charge de la préservation des milieux et des espèces

DREAL Auvergne Rhône-Alpes – Service EHN (Eau Hydroélectricité et Nature)

Pôle PME (Préservation des Milieux et des Espèces)

Adresse postale : DREAL Auvergne Rhône-Alpes, EHN - 69 453 LYON CEDEX 06

mel : pme.ehn.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr

Article 8.5.1 – S1 : Suivi écologique

Un suivi écologique est réalisé sur l'ensemble des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement. Il est décliné de la manière suivante :

Mesure suivie	Taxons concernés	Années de suivi (N étant l'année du démarrage de l'activité de la carrière suite au renouvellement de l'autorisation, soit 2023)
ME1	Flore (et habitats naturels), chiroptères, oiseaux, insectes	N+3, N+5, N+10, N+15, N+20, N+25, N+30 et N+35
ME2	Oiseaux, reptiles, amphibiens	
ME3	Flore (et habitats naturels), mammifères (dont chiroptères), oiseaux, reptiles, insectes	
ME4	Flore (et habitats naturels), oiseaux, reptiles, amphibiens, insectes	
MR1	Mammifères (dont chiroptères), oiseaux, reptiles, amphibiens, insectes	
MR2	Reptiles, amphibiens, insectes	
MR3	Chiroptères, oiseaux	
MR4	Flore (et habitats naturels)	
MR5a	Amphibiens	
MR5b	Chiroptères	
MR5c	Reptiles, amphibiens	
MR5d	Mammifères (dont chiroptères), oiseaux, reptiles, insectes	
MR5e	Reptiles, amphibiens	
MR5f	Oiseaux, reptiles, amphibiens, insectes	
MA4, MA5, MA6	Reptiles, amphibiens, insectes	
MA7	Chiroptères, oiseaux, reptiles, amphibiens	
MA8a	Chiroptères, oiseaux	
MA8b, MA8c, MA8d, MA8e, MA8f, MA8g	Oiseaux, reptiles, amphibiens	
MA10	Flore (et habitats naturels), reptiles, insectes	
MA11	Mammifères et autres groupes faunistiques	N (état de référence), N+30, N+40
MC2	Oiseaux, Chiroptères, coléoptères, champignons et mousses	N (état de référence), N+10, N+20, N+30, N+40
MC3, MC4	Flore (et habitats naturels), insectes (papillons en particulier), reptiles, oiseaux, chiroptères	N (état de référence), N+1, N+5, N+10, N+15, N+20, N+30
MC5	Reptiles, amphibiens, insectes (odonates en particulier)	N+3, N+5, N+10, N+15, N+20, N+25, N+30 et N+35
MC6a, MC6b	Chiroptères	N-2 (état initial dossier de référence), N+1, N+3, N+5, N+10, N+15, N+20, N+30
MC7	Reptiles, amphibiens	N (état de référence), N+3, N+5, N+10, N+15, N+20, N+25, N+30 et N+35

Chaque mesure compensatoire fait l'objet d'un suivi dédié au sein duquel des indicateurs d'efficacité pertinents sont définis et étudiés sur l'ensemble de leur durée de mise en œuvre. Des zones témoins sont définies et suivies pour comparer et interpréter les résultats obtenus.

La fréquence de suivi et les périodes de passage sont précisés en annexe du présent arrêté.

Des rapports de suivi sont réalisés à l'issue de chaque campagne annuelle et communiqués à la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes par voie numérique (pme.ehn.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr) au plus tard le 31 janvier suivant l'année concernée.

Article 8.5.2 – Transmission des données et publicités des résultats

Les mesures de compensation sont géolocalisées et, conformément à l'article 69 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, sont mises à disposition du public au travers d'une plateforme dédiée. Le maître d'ouvrage fournit aux services compétents de l'État toutes les informations nécessaires à la bonne tenue de cet outil par ces services dans un délai de 3 mois suivant la délivrance de l'autorisation. Le maître d'ouvrage fournit, a minima, les données vectorielles des mesures compensatoires. Il peut également joindre les données relatives aux mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement. Ces données sont projetées dans le système de coordonnées de référence RGF93 (Lambert-93) et doivent être compatibles avec la bibliothèque GDAL/OGR (préférentiellement les formats ESRI Shapefile ou MapInfo). Elles sont conformes aux données présentées dans le dossier d'autorisation et ses éventuels avenants. Les différentes entités vectorielles (polygones, polygones et points) se voient affecter, a minima, les champs id (nombre entier réel 64 bits) et nom (texte de caractères). La donnée attributaire du champ nom d'une entité correspond à l'intitulé de la mesure telle que décrite dans le présent arrêté.

Le bénéficiaire contribue à l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN) via le téléservice dédié au dépôt légal des données brutes de biodiversité acquises à l'occasion des études d'évaluation préalable ou de suivi des impacts réalisées dans le cadre du présent arrêté.

On entend par données brutes de biodiversité les données d'observation de taxons, d'habitats d'espèces ou d'habitats naturels, recueillies par observation directe, par bibliographie ou par acquisition de données auprès d'organismes détenant des données existantes.

Les résultats des suivis sont rendus publics, le cas échéant via le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes. Ils participent à l'amélioration des évaluations d'impacts et permettent un retour d'expérience pour d'autres projets.

Article 8.5.3 – Mesures correctives complémentaires

Si les suivis prévus au chapitre 8.5 mettent en évidence une insuffisance des mesures prescrites pour garantir le maintien dans un bon état de conservation des espèces protégées concernées, le bénéficiaire est tenu de proposer des mesures correctives et des mesures compensatoires complémentaires qui sont soumises à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes pour validation. Le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires, conformément aux dispositions de l'article L.181-14 du code de l'environnement.

Article 8.5.4 – Présentation de l'arrêté d'autorisation

Le bénéficiaire ou son représentant doit être porteur du présent arrêté lors des opérations citées au présent Titre et il est tenu de le présenter à toute demande des agents commissionnés au titre de l'environnement.

Titre 9 – Remise en état et garanties financières

CHAPITRE 9.1 – REMISE EN ÉTAT

La remise en état est réalisée conformément au dossier de demande d'autorisation complété de mai 2021.

Le principe de la remise en état de la carrière est d'assurer une parfaite intégration paysagère du site réaménagé dans son environnement local.

Le réaménagement de la carrière prévoit :

- un remblaiement des anciennes zones d'extraction de la Coche, du Pontet et de Carnavaggio à l'aide des stériles de découverte du secteur de Pierre Grosse et de matériaux inertes extérieurs ;

- le maintien et l'aménagement d'habitats de zones humides dans le secteur de la Coche ;
- le maintien de la plate-forme industrielle au Nord du site,
- de maintenir la continuité écologique entre l'Ouest et le Nord-Est de la carrière

Un plan schématisant la remise en état est annexé au projet d'arrêté en annexe 9.

CHAPITRE 9.2 – GARANTIES FINANCIÈRES

Article 9.2.1 – Objet des garanties financières

L'autorisation d'exploiter est conditionnée par la constitution effective des garanties financières dont le montant est fixé à l'article 9.2.2 ci-dessous, afin d'assurer :

- la remise en état du site après exploitation ;
- la surveillance du site ;
- l'intervention en cas d'accident ou de pollution.

Article 9.2.2 – Montant des garanties financières

Pour prendre en compte l'avancement de l'exploitation, le montant des garanties financières est calculé, pour assurer la remise en état globale du site, avec un pas de cinq ans.

L'exploitation et la remise en état sont fixées selon les schémas d'exploitation et de remise en état figurant en annexes 3 et 9.

Le montant de références des garanties financières (C_R) permettant d'assurer la remise en état maximale de la carrière au cours de chacune des 6 périodes quinquennales en mode d'exploitation normal est :

Phase	Montant des garanties financières
T0 à T0 + 5 ans	842 238 euros
T0 + 5 ans à T0 + 10 ans	773 733 euros
T0 + 10 ans à T0 + 15 ans	753 987 euros
T0 + 15 ans à T0 + 20 ans	734 442 euros
T0 + 10 ans à T0 + 25 ans	683 414 euros
T0 + 25 ans à T0 + 30 ans	559 300 euros

Les schémas d'exploitation et de remise en état en annexe présentent les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes. Les montants ont été calculés en tenant compte de l'indice TP01 et du taux de TVA suivants :

- La valeur de l'indice TP 01 prise en compte dans le calcul est celle du mois d'août 2022, soit 128,9 ;
- et TVA = 20 %.

Un acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle adéquat annexé à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 6 mois avant la date d'expiration de la présente autorisation.

La commercialisation des produits finis et la remise en état finale du site sont achevées à la date d'expiration de l'autorisation.

Article 9.2.3 – Établissement des garanties financières

Préalablement aux travaux d'extraction, l'exploitant adresse au Préfet le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 9.2.4 – Renouvellement des garanties financières

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement .

Article 9.2.5 – Actualisation des garanties financières

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Article 9.2.6 – Modification du montant des garanties financières

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période en cours.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Article 9.2.7 – Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités et sanctions prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 9.2.8 – Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières pour la remise en état du site.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières dans les cas de figures ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L.171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;

- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

Article 9.2.9 – Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières n'est pas limitée à la durée de validité de l'autorisation. Elle est levée après la cessation d'exploitation de la carrière, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-6 du Code de l'Environnement, par l'Inspection des Installations Classées qui établit un procès verbal de constat de fin de travaux de remise en état (récolement).

En application de l'article R516-5 du code de l'environnement, l'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

CHAPITRE 9.3 – CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 9.3.1 – Cessation d'activité définitive

Sans préjudice des mesures de l'article R.512-74 du code de l'environnement, outre l'application des articles R.512-39-1 à R.512-39-4, l'usage à prendre en compte est le suivant : **remise en état à vocation écologique, naturelle, industrielle et paysagère.**

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

La notification est accompagnée des pièces suivantes :

- le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (accompagné de photos) ;
- un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site, et devra comprendre notamment :
 - les mesures de maîtrise des risques liés aux sols, éventuellement nécessaires ;
 - les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
 - en cas de besoin, la surveillance à exercer ;

- les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.

Article 9.3.2 – Renonciation partielle

Il est donné acte de la cessation partielle d'activité portant sur les parcelles listées dans le tableau ci-dessous, et qui faisaient partie du périmètre d'exploitation autorisé par l'arrêté du 11 mai 1992.

Commune	Lieu-dit	Section	N° parcelle	Surface totale de la parcelle (m²)	Surface visée dans la demande (m²)
Montagnole	Pierre Grosse	B	96	2250	2250
			98	175	175
			99	145	145
			100	215	215
			101	75	75
			102	1290	1290
			104pp	1740	850
			105pp	860	455
			106pp	10280	7024
			107	2120	2120
			111	1070	1070
				Total	15669

L'emprise des zones concernées par cette cessation partielle d'activité figure sur les plans joints en annexe 2.1.

Titre 10 – Délais et voies de recours-Publicité-Exécution

CHAPITRE 10.1 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article L. 514-6 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du Code de l'environnement Il ne peut qu'être déféré au Tribunal Administratif de GRENOBLE, juridiction administrative territorialement compétente par :

1° les tiers intéressés, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'établissement présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

2° les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

CHAPITRE 10.2 – PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée à la mairie de Montagnole et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Montagnole pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Montagnole fera connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Savoie l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société VICAT S.A.

Une copie de l'arrêté est adressée aux conseils municipaux des communes de Apremont, Barberaz, Chambéry, Cognin, Jacob-Bellecombette, Montagnole, Myans, La Ravoire, Saint-Baldoph, Saint-Cassin et Vimines, ainsi qu'à l'organe délibérant de la communauté d'agglomération Grand Chambéry.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de 4 mois.

CHAPITRE 10.3 – EXÉCUTION

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Savoie, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes (DREAL) en charge de l'Inspection des Installations Classées pour la protection de l'environnement, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au pétitionnaire.

Le préfet
François RAVIER

